

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

REGIME ACTUEL DES ENFANTS ASSISTÉS

DU
DÉPARTEMENT DE LA SEINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-dessus a été soutenue
Samedi 25 Février 1899, à 1 heure.

PAR

Georges GÉRARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

Président : M. PLANIOL, *professeur*.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, *professeur*.
GARÇON, *agrégé*.

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

Édouard DUCHEMIN

PARIS, 18, Rue Soufflot, 18, PARIS

1899

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

REGIME ACTUEL
DES
ENFANTS ASSISTÉS
DU
DÉPARTEMENT DE LA SEINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-dessus a été soutenu le
Samedi 25 Février 1899, à 1 heure.

PAR

Georges GÉRARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

Président : M. PLANIOL, professeur.

*Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur.
GARÇON, agrégé.*

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

Édouard DUCHEMIN

PARIS, 18, Rue Soufflot, 18, PARIS

1899



A mes Parents

*Régime actuel des Enfants Assistés du Département
de la Seine*

PRÉLIMINAIRES

Les règles concernant le service des enfants assistés ne sont ni condensées ni codifiées. On doit les chercher dans plusieurs lois dont les plus importantes, qui sont aussi les plus anciennes, sont la loi du 15 pluviôse au XIII et le décret-loi du 19 janvier 1811. Plusieurs dispositions de ces lois sont tombées en désuétude, soit à la suite de nouvelles décisions, soit même en dehors de toute décision écrite, simplement par l'usage et elles ont cédé la place à d'autres pratiques. Exemple curieux, rare en tout temps, peut-être unique à notre époque, de l'abrogation tacite d'articles de loi et de la constitution d'une sorte de droit coutumier. C'est par des décisions successives du pouvoir réglementaire que les secours temporaires

destinés à prévenir ou à faire cesser l'abandon, sont peu à peu entrés dans la pratique ; ni la loi de pluviose ni le décret de 1811, ne les avaient prévus. C'est par abrogation tacite que ne reçoivent dès longtemps aucune exécution ni l'article 10 du décret de 1811, qui mettait à la disposition du ministre de la marine les garçons à l'âge de douze ans, ni l'article 18 du même décret, en vertu duquel les enfants assistés devaient travailler sans autre salaire que la nourriture, l'entretien et le logement jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Ces déficiences avaient, il y a déjà longtemps, éveillé l'attention des gouvernements. Par un arrêté du 22 août 1845, le ministre de l'intérieur, M. Dufaure, instituait une commission de neuf membres « à l'effet de préparer un projet de loi sur le service des enfants trouvés ». Dès le 16 mars 1850, le président de cette commission, M. Victor Lefranc, adressait au ministre de l'intérieur le projet demandé, les procès-verbaux des délibérations et un ensemble considérable de pièces justificatives et de renseignements. Ces documents étaient ensuite publiés et formaient deux forts volumes. Malheureusement, cette œuvre resta improductive.

Dix ans plus tard, une enquête fut réclamée par le Conseil d'Etat « comme devant servir de base à la préparation d'une loi générale sur le service des enfants assistés ». Un arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 27 mars 1860, régla les conditions

de cette enquête et la confia à quatre inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance et au chef du bureau compétent de l'administration centrale. Un arrêté ministériel du 10 octobre 1861 instituait une commission, composée des mêmes personnes « à l'effet de dépouiller les rapports de l'enquête ».

Cette commission adressait le 1^{er} juin 1862 un rapport au ministre et y joignait de nombreuses pièces justificatives : ces documents étaient publiés au cours de la même année. Mais la « loi générale » demandée par le Conseil d'Etat ne devait pas intervenir ; ce n'est que sept ans après le dépôt du rapport de la commission qu'était promulguée une loi concernant les enfants assistés, celle du 5 mai 1868, et elle est purement financière.

Récemment enfin, le ministre de l'intérieur a chargé une institution nouvelle, le Conseil supérieur de l'assistance publique créé par décret du 14 avril 1888, de reprendre la question et de préparer un projet. La première section à laquelle ressortissent les services de l'enfance, a, sous la présidence de M. Jules Simon, consacré de nombreuses séances à ce travail. Elle a abouti à un texte. Le projet de loi qui abroge expressément la loi de pluviôse et le décret de 1811 et a ainsi pour premier objet de codifier les règles du service a été déposé à la Chambre des Députés le 18

février 1892 par M. Constans, ministre de l'intérieur. Il n'a pas encore été discuté.

Actuellement, en province, le service des enfants assistés est confié aux commissions administratives des hospices sous l'autorité des Conseils généraux. A Paris en vertu de la loi du 10 janvier 1849, il est placé sous l'autorité du Préfet de la Seine et du Ministre de l'Intérieur ; il est confié au directeur de l'Assistance publique, responsable, sous la surveillance d'un conseil d'administration.

Néanmoins le service des enfants assistés a un caractère départemental, c'est le Conseil général qui règle les actes concernant le service, c'est le département qui supporte la majeure partie des dépenses. En cette matière, le directeur de l'Assistance publique, bien qu'investi directement par la loi de la tutelle des enfants assistés ne gère le service que sous l'autorité immédiate du Préfet et du Conseil général. L'administration hospitalière du département de la Seine est en effet remise entre les mains d'un directeur. Ce système de l'autorité placée entre les mains d'un seul a semblé préférable. D'abord l'importance exceptionnelle de ce service méritait d'en faire une administration spéciale ayant à sa tête un chef responsable. En outre le système antérieur à la loi de 1849 présentait de grands inconvénients. Les membres de la commission administrative pris dans le Conseil général, indépendants les uns des autres agissaient comme

ils l'entendaient dans les divers services ce qui entraînait un manque absolu d'unité d'action et détruisait toute responsabilité (1). Le système actuel pare à ces inconvénients. En outre, le directeur étant fonctionnaire, n'est responsable légalement que devant le Ministre qui l'a nommé, il est indépendant de la municipalité.

Les principaux textes relatifs à la situation des enfants assistés sont :

La loi du 15 pluviôse, an XIII, et le décret du 19 janvier 1811, la loi du 10 janvier 1849 fixant la situation spéciale du département de la Seine, la loi du 5 mai 1869, fixant les ressources du service.

Les décrets du 31 juillet 1870 et du 31 mars 1887 relatifs à la nomination des inspecteurs départementaux.

Le plan que nous suivrons sera celui qui résulte des textes eux-mêmes. Dans une première partie nous étudierons les services intérieurs, dans une seconde partie les services extérieurs ; les ressources du service feront l'objet d'une troisième partie ; enfin nous terminerons en examinant les modifications proposées et les réformes qui peuvent paraître désirables en nous bornant dans toute cette étude au seul département de la Seine.

(1) Rapport du Préfet de la Seine au Ministre de l'intérieur
8 août 1848.

PREMIÈRE PARTIE

Services intérieurs

CHAPITRE PREMIER

DIVERSES CATÉGORIES D'ENFANTS ASSISTÉS

L'administration recueille diverses catégories d'enfants assistés : 1° les enfants trouvés ; 2° les enfants abandonnés ; 3° les orphelins pauvres.

Les enfants trouvés sont ceux qui, nés de père et mère inconnus ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque ou portés à l'hospice destiné à les recevoir (Décret de 1811, art. 4).

Les enfants abandonnés sont ceux qui nés de père ou de mère connus et d'abord élevés par eux ou par d'autres personnes à leur décharge en sont délaissés sans qu'on sache ce que les père et mère sont devenus ou sans qu'on puisse recourir à eux (Décret

de 1811, t. 3, art. 5). Les enfants nés dans les hospices de femmes admises à y faire leurs couches sont assimilés aux enfants abandonnés si la mère est reconnue dans l'impossibilité de s'en charger ; sont également assimilés les enfants délaissés dont les père et mère sont détenus pour faits criminels ou correctionnels (Instruc. 8 février 1823, 4^e partie, chap. 1).

Les orphelins pauvres sont ceux qui n'ayant ni père ni mère n'ont aucun moyen d'existence (Décret de 1811, t. 3, art. 6).

CHAPITRE II

ADMISSION. — TOUR. — BUREAU OUVERT

De toutes les questions concernant les enfants assistés, aucune ne préoccupe, ne passionne autant le public que celle des modes d'admission des pupilles : c'est une des plus importantes et c'est en même temps la plus délicate.

Actuellement, la méthode d'admission pratiquée dans le département de la Seine est celle de l'admission à bureau ouvert (décision du Conseil général des hospices du 6 août 1845 homologuée par décision ministérielle du 5 mars 1852) (1). Nous ne pouvons définir plus exactement cette méthode qu'en copiant l'avis affiché dans la salle d'attente du bureau des admissions à l'hospice de la rue Denfert-Rochereau : « Toute personne qui présentera un enfant en vue de l'abandon est avertie que des questions vont lui être posées dans l'intérêt de l'enfant, mais qu'il lui est loisible de ne pas répondre ou de ne fournir qu'une partie des renseignements demandés. La production du bulletin de naissance ne sera pas non plus obligatoire ».

(1) Recueil des instructions de l'assistance publique, t. 2.

En principe, tout enfant présenté à l'hospice est admis. L'employé préposé à l'admission pose à la mère qui le plus souvent présente l'enfant un certain nombre de questions ayant trait à l'état civil de l'enfant, à l'indication des personnes pouvant être tenues à son égard de la dette alimentaire, mais il doit faire connaître en même temps que la réponse à ces questions n'est pas obligatoire. S'il s'adresse à la mère elle-même, il doit éveiller en elle les sentiments de maternité, faire ressortir les conséquences de l'abandon, lui offrir des secours d'allaitement pour l'engager à conserver son enfant et lui indiquer que lorsque l'enfant sera abandonné, elle ne pourra ni le voir, ni savoir où il est placé.

Toute personne peut ainsi porter l'enfant à l'hospice où il est remis au préposé à cette fonction.

Cependant lorsque c'est une sage femme qui vient déposer l'enfant elle doit se faire accompagner par un commissaire de police (1).

L'admission des enfants à l'hospice peut ainsi avoir lieu jusqu'à l'âge de 12 ans ; mais généralement les enfants sont admis au moment de leur naissance ; la proportion des enfants admis de un jour à un mois est de 50 0/0 au minimum (2).

(1) V. Lallemand. Enfants abandonnés.

(2) Rapport du directeur de l'assistance publique au Préfet de la Seine, année 1896.

Les enfants légitimes sont également peu nombreux.

Le nombre des enfants admis pendant l'année 1896 est de 4578 dont 2788 âgés de moins d'un an (1).

L'admission par le système du bureau ouvert n'a lieu que depuis 1855. Auparavant, sous l'empire du décret de 1811, l'admission avait lieu au moyen du tour. L'article 3 du décret portait : « Dans chaque hospice destiné à recevoir les enfants trouvés, il y aura un tour où ils devront être déposés. »

Le tour, inventé dit-on par Saint Vincent de Paul, est un cylindre creux en bois tournant sur deux pivots fixés au centre de chacune de ses bases. Une ouverture pratiquée dans ce cylindre est tournée vers l'intérieur d'une salle de l'hospice, la partie pleine fait face à la rue ; près du tour est établie une sonnette. Lorsqu'une personne veut déposer un enfant, elle sonne ; aussitôt le gardien ainsi averti, fait tourner l'appareil qui décrit un demi-cercle et l'ouverture se présente à l'extérieur ; dès que l'enfant y est placé, le tour achève son évolution et apporte cet enfant dans l'intérieur de l'établissement.

Le tour fut supprimé définitivement à la suite de l'enquête provoquée par le Conseil d'Etat et dans laquelle il était sévèrement jugé.

(1) Rapport du directeur de l'assistance publique au Préfet de la Seine, année 1896.

Le tour a succombé, devant l'opinion presque générale qu'il était beaucoup plus nuisible qu'utile. Les rapporteurs de 1862 le déclaraient jugé administrativement et l'accusaient d'enseigner le mépris des lois et de mener droit à la destruction de la famille en favorisant l'abandon des enfants légitimes (1). Mais depuis quelques années, il s'est opéré une sorte de revirement d'opinion. En constatant le nombre de plus en plus grand des avortements et des infanticides, on s'est demandé si cette suppression n'en serait pas la principale cause. L'enquête de 1858-1862 qui avait déjà remarqué l'aggravation du mal, tranchait négativement la question (2). D'importants débats se sont élevés sur cette matière. Dans les journaux, dans les brochures, on plaide encore avec passion pour ou contre le rétablissement des tours.

Il n'est pas assurément de sujet plus délicat. Les arguments d'attaque et de défense s'appuient dans les deux camps opposés sur les plus graves considérations. Chaque système invoque les lois de la morale, l'intérêt social, l'humanité et prétend établir que le système inverse ne peut y satisfaire.

En faveur du tour, on prétend qu'il est moral parce qu'il est l'exutoire nécessaire des impuretés sociales, le seul remède capable de sauver l'enfant de

(1) Rapport, p. 38.

(2) — 98, 101 et 102.

la mort, la mère du crime, la société du scandale. Le système actuel de secours alloué aux filles mères qui gardent leur enfant et qui est le correctif de l'admission à bureau ouvert (loi du 5 mai 1869), est contraire à la morale dit-on, parce qu'il assure une protection officielle et publique dans les milieux souvent les plus équivoques aux filles de mœurs au moins douteuses.

Le tour est aussi plus conforme à la charité qui, suivant la belle expression de Lamartine (1) doit avoir des bras pour recevoir, non des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et qui ne sauve efficacement qu'à la condition de les ouvrir largement et sans compter. Si on se place exclusivement au point de vue des intérêts de l'enfant, n'est-ce pas risquer d'augmenter les dangers qui l'entourent que de l'imposer à la mère moyennant un secours ? L'affection contrainte est un péril et non une garantie. Que deviendra sa santé dans le milieu misérable où on le maintiendra ? que sera son éducation ?

A ces arguments, les adversaires du tour répliquent par des considérations également tirées de la morale, de la charité et de l'intérêt de l'enfant. Dans le tour, disent-ils, l'inconduite trouve, sinon une excitation, du moins un espoir ; le chemin de l'hospice une première fois parcouru, ramène facilement à la

(1) Discours sur les enfants trouvés à la Société de morale chrétienne, (1838).

faute. Le secours alloué à la fille mère est à la fois très humain puisqu'il cherche à rattacher l'enfant à son lien d'origine et lui assure les soins et l'affection d'une mère puisqu'en conservant à celle-ci un être qu'elle doit chérir de plus en plus, il la ramène dans la voie de l'honneur et du travail, facilitant ainsi dans une large mesure son mariage et la légitimation de l'enfant. Enfin, dit-on, est-on bien sûr que le tour diminue les avortements et les infanticides ? Placé le plus souvent loin du lieu de l'accouchement, la mère ne craindra-t-elle pas toujours, et avec raison souvent, que son secret ne soit dévoilé pendant le temps nécessaire au transport à l'hospice ? (1).

Quoiqu'il en soit, l'opinion semble favorable au rétablissement des tours. En 1877, le Dr Brochard qui dirigeait le Journal « *La Jeune Mère*, » adressait à cet effet au Sénat, une pétition accompagnée d'un ouvrage où il prétendait que l'augmentation énorme des avortements et infanticides provenait des difficultés opposées à l'abandon pur et simple des enfants nés hors mariage et de la suppression des tours. Cette pétition examinée par une commission donna lieu à

(1) En faveur de cette opinion, voir le rapport au conseil général de la Seine, présenté le 8 décembre 1876, par le Dr Thuillié. Il appuie beaucoup sur cet argument financier que les tours seraient pour les 4 ou 5 grandes villes de France où l'on peut facilement cacher une faute et surtout pour Paris, une ruine.

un rapport de M. Bérenger qui en raison de la gravité des questions soulevées, conclut à son renvoi au Ministre de l'intérieur et au Garde des sceaux (29 février 1877).

L'année suivante, M. Bérenger déposait en son nom et au nom de plusieurs sénateurs appartenant à toutes les opinions politiques un projet de loi ayant pour objet le rétablissement des tours et la recherche de la paternité (16 février 1878). Pris en considération dans la séance du 3 mai suivant, ce projet n'a pas encore été discuté.

Voyons celles de ses dispositions qui concernent spécialement le tour :

L'article 1^{er} rétablit dans chaque arrondissement un tour pour chaque hospice d'enfants trouvés et prescrit que ce tour sera ouvert le jour et la nuit ; mais il ajoute qu'à l'intérieur et aux abords une affiche officielle fera connaître aux déposants : 1° qu'un secours mensuel peut être accordé par l'hospice aux mères qui veulent se faire connaître et conserver leur enfant ; 2° qu'un employé obligé par serment professionnel au secret se tient dans une salle voisine à leur disposition.

L'article 2 punit quiconque sera convaincu de déposer habituellement des enfants au tour de 6 mois à 2 ans de prison ; le double pour les médecins, pharmaciens et sages-femmes. Cet article ne serait applicable que si le tour était surveillé, et, s'il l'est, ce ne

sera plus « la boîte à enfants » d'autrefois. En somme, le projet Bérenger n'est guère qu'une correction du système administratif actuel destiné à rendre les dépôts d'enfant irrefusables, à simplifier et raccourcir les investigations.

Rétabli dans ces conditions, le tour serait-il donc un remède bien efficace contre le mal signalé ? Ne pourrait-on pas sans recourir à une restauration contre laquelle on invoque des raisons si sérieuses, employer un système qui satisferait tous les intérêts sans en léser aucun ?

Un fait certain, c'est qu'à Paris, l'admission, telle qu'elle est pratiquée, ne laisse place à aucune critique et rend absolument inutile le rétablissement du tour. Quand une personne se présente pour abandonner un enfant, elle est soumise, il est vrai, à une série de questions. Mais l'employé du bureau d'admission ne doit jamais quand la personne s'y refuse expressément, insister pour qu'elle réponde à telle ou telle partie du questionnaire. Quant aux sages-femmes qui servent souvent d'intermédiaires, elles peuvent se retrancher derrière le secret professionnel. D'autre part, on ne refuse jamais un enfant, qu'il soit légitime ou naturel, qu'il appartienne ou non au département de la Seine. On s'efforce cependant d'obtenir l'acte de naissance ; mais cette exigence ne peut effrayer une fille mère ou une épouse coupable, puisqu'il est de jurisprudence constante qu'un enfant

peut être déclaré à l'officier de l'état-civil comme né de père et mère inconnus. En pareil cas, l'acte fait simplement connaître les prénoms et la date de la naissance de l'enfant.

Dans le projet de loi de 1892, le système d'admission adopté est celui du bureau ouvert. Mais l'admission n'est obligatoire qu'à l'égard des enfants âgés de moins de 7 mois. A l'égard de ceux qui ont dépassé cet âge, il n'y a plus à invoquer le secret de la naissance ; la mère qui tient à ce que la naissance demeure secrète n'attend pas pour abandonner son enfant qu'il ait sept mois ; comment l'élèverait-elle pendant la période intermédiaire ? Cette décision a été dictée par la crainte de porter un coup funeste au sentiment de la famille et permet de refuser les enfants que la mère repousse par égoïsme.

§ 1^{er}. — *Admission des enfants trouvés.*

Lorsqu'il s'agit d'un enfant trouvé, l'officier de l'état civil auquel il a été remis le fait porter à l'hospice aussitôt après avoir rempli les formalités exigées par l'art. 58, C. civ.. il transmet en même temps à l'administration une copie du procès-verbal qu'il a dressé et qui est immédiatement transcrit sur les registres d'admission. Aux termes de l'instruction du

8 février 1823 (4^e partie, chap. 2) l'employé de l'hospice préposé à ce service doit nommer l'enfant s'il n'a déjà été nommé par l'officier de l'état civil ou si en l'exposant on n'a pas déposé avec lui des papiers indiquant ses noms.

Il peut arriver que l'enfant soit déposé à l'hospice par la personne qui l'a trouvé au lieu d'être présenté à l'officier de l'état civil. Souvent aussi, il est exposé à la porte même de l'hospice. Dans ces deux cas, les employés de l'hospice doivent le recevoir, mais ils doivent envoyer un extrait du registre d'inscription en ce qui le concerne à l'officier de l'état civil qui le transcrit sur le registre des actes de naissance. (1)

Le nombre des enfants trouvés recueillis à Paris pendant l'année 1896 est de 315. (2)

§ 2. — *Admission des enfants abandonnés.*

L'instruction du 8 février 1823 porte que les enfants abandonnés ne doivent être admis à l'hospice que : 1^o D'après l'acte de notoriété du juge de paix ou

(1) Inst. gén. 8 fév. 1823. 4^e partie, ch. 2.

(2) Rapport du directeur de l'assistance publique au Préfet de la Seine.

du maire constatant l'absence de leurs père et mère ou d'amis qui puissent ou veuillent s'en charger ; 2° quand il s'agit d'enfants abandonnés par suite d'une condamnation judiciaire de leur père ou de leur mère sur la réquisition du préfet de police mentionnant la date et les motifs du jugement, la durée de la peine et le lieu où elle doit être subie.

Toute personne qui désire faire admettre un enfant dans ces conditions doit donc produire en outre de l'acte de naissance, un procès-verbal du commissaire de police constatant que les père et mère ont disparu sans qu'on sache ce qu'ils sont devenus et sans laisser de quoi pourvoir à l'existence de l'enfant ; ou encore le procès-verbal du commissaire de police constate que les parents sont hors d'état à raison de circonstances spéciales de prendre soin de l'enfant ; que les ascendants de celui-ci sont morts et dans l'impossibilité de fournir des aliments et qu'aucun collatéral ou ami ne consent à s'en charger ; un extrait du rôle des contributions relatant le chiffre de l'impôt payé par les parents ou la non inscription de ceux-ci au rôle (1). Toutes ces pièces sont délivrées sur papier libre et sans frais.

Nous avons vu que les enfants nés dans les hospices de femmes admises à y faire leurs couches, sont assimilés aux enfants abandonnés si la mère est

(1) Instr. du 20 février 1861.

reconnue dans l'impossibilité de s'en charger. Une circulaire du 31 juillet 1840 prescrit qu'on doit se montrer difficile à garder ces enfants. On doit recourir à tous les moyens de persuasion pour obtenir de la mère qu'elle garde son enfant et notamment lui assurer des secours en argent jusqu'à ce qu'elle puisse reprendre ses travaux ; enfin l'engager à donner le sein à son enfant dans l'espoir qu'elle éprouvera ensuite plus de peine à s'en séparer.

Les enfants qui naissent dans les hospices et dont la mère au moins est connue ne rentrent pas dans la catégorie des enfants trouvés ; la loi est muette à leur égard et par conséquent ils rentrent sous l'empire du droit commun ; la déclaration de naissance doit être faite dans les trois jours de l'accouchement, conformément à l'art. 58 C. civ.

Aucun enfant abandonné ne peut être admis s'il a atteint sa douzième année. (1)

Le nombre des enfants abandonnés recueillis à Paris pendant l'année 1896 est de 280 dont 277 enfants dont les parents ont refusé de se faire connaître et 3 abandonnés entre les mains de personnes étrangères (2).

(1) Instruc. du 8 fév. 1823, 4^e partie, chap. 2.

(2) Rapport du Directeur de l'Assistance publique.

§ 3. — *Admission des orphelins pauvres.*

Un avis du Conseil d'Etat du 20 juillet 1842 a décidé qu'il devait y avoir assimilation complète entre les orphelins pauvres et les enfants abandonnés. Par suite, les règles que nous avons tracées pour l'admission des enfants abandonnés sont applicables aux orphelins pauvres (1).

(1) Circ. min. int. du 12 juillet 1843.

CHAPITRE III

IMMATRICULATION

L'enfant admis est aussitôt immatriculé. L'instruction ministérielle du 31 octobre 1861 prescrit la tenue de trois registres. Le registre n° 1 intitulé journal ou main courante, comprend tous les enfants, sans distinction de sexe, d'âge ou de catégories admis à l'assistance publique ; les registres 2, 2 bis, 2 ter, sont applicables aux enfants trouvés, abandonnés ou orphelins. Ces trois registres portant chacun la dénomination de registres matricules devront contenir tous les détails possibles sur la vie de l'enfant, depuis son admission, jusqu'à l'accomplissement de sa douzième année ; l'état de sa santé, sa situation chez ses nourrices, sa conduite, son intelligence, le degré de son instruction morale et religieuse, tous les faits en un mot qui l'intéresseront, toutes les dépenses auxquelles il donnera lieu devront y faire l'objet d'une mention spéciale.

En outre, il est donné un nom à l'enfant si la déclaration de naissance n'a pas encore été faite. Aux termes de l'instruction du 8 février 1823 (4^e partie,

chap. II), les noms donnés à l'enfant doivent être tels que s'il n'y en a que deux, le premier soit considéré comme nom de baptême et l'autre devienne pour l'enfant qui le reçoit un nom de famille transmissible à ses propres descendants. Pour le choix du nom de baptême, on doit suivre les usages et les règles ordinaires. Quant au nom de famille, il faut avoir soin de ne pas donner le même nom à plusieurs enfants et éviter de leur donner des noms connus pour appartenir à des familles existantes. Il faut donc chercher ces noms soit dans l'histoire, soit dans les circonstances particulières à l'enfant, comme sa conformation, ses traits, son teint, le pays, le lieu où il a été trouvé en rejetant toutefois les dénominations qui seraient ou indécentes ou ridicules, ou propres à rappeler en toute occasion que ceux à qui on les donne sont des enfants trouvés.

Il est arrivé que des nourrices peu scrupuleuses, chargées d'enfants assistés, ont substitué à ces enfants lorsqu'ils décédaient, soit leurs propres enfants, soit ceux d'autres familles et qu'elles continuaient à percevoir des rétributions qui auraient dû cesser de leur être payées. Pour prévenir ces substitutions coupables, on passe au cou du pupille au moment de l'immatriculation un collier rivé supportant une médaille qui reproduit le numéro du registre et le nom de l'enfant dont l'identité est ainsi assurée.

CHAPITRE IV

RAPPORTS DES PARENTS AVEC LEURS ENFANTS

Jusqu'à l'année 1896, les parents qui avaient abandonné leurs enfants ne pouvaient obtenir aucun renseignement soit sur le lieu où était placé l'enfant, soit sur l'état de santé de cet enfant. Ils pouvaient seulement s'informer tous les trois mois si l'enfant était vivant ou décédé (1).

Le Conseil général de la Seine a, par une délibération en date du 24 avril 1896, apporté certaines modifications à cet état de choses. En principe, le secret sur le placement et sur l'état de santé de l'enfant est toujours observé. Toutefois, lorsque le Directeur de l'assistance publique juge que tel est l'intérêt de l'enfant, il peut lever ce secret, et après enquête, autoriser les parents à correspondre directement avec leurs enfants et avec leurs nourriciers.

Pendant l'année 1896, 15 enfants ont été ainsi autorisés à correspondre avec leurs parents :

3 frères âgés de 10, 9 et 3 ans, mis en relation avec leur père veuf ;

(1) Instruc. gén. du 5 décembre 1876.

4 frères âgés de 10, 8, 7 et 5 ans, mis en relation avec leur père veuf ;

3 frères âgés de 12, 8 et 3 ans, mis en relation avec leur mère veuve ;

2 frères âgés de 8 et 6 ans, mis en relation avec leur mère veuve ;

2 frères âgés de 9 et 8 ans, orphelins, mis en relation avec leur grand'mère ;

1 enfant âgé de 8 ans, orphelin, mis en relation avec sa tante qui a gardé avec elle une sœur de l'enfant (1).

Les enfants placés d'office dans le service des enfants assistés, par suite de l'internement de leurs parents dans un asile d'aliénés, ne sont point considérés comme ayant été abandonnés volontairement. L'administration ne fait pas de difficulté pour faire connaître à ces parents le lieu du placement de l'enfant, lorsque cette indication n'est pas de nature à troubler l'enfant délaissé.

Cependant, en règle générale, les nouvelles concernant les enfants assistés sont données aux parents à toute époque de l'année, chaque demande de nouvelles devant toutefois être séparée par un intervalle de trois mois.

Si l'enfant vient à décéder dans les trois mois qui suivront les dernières nouvelles, ce décès peut

(1) Rapport du Directeur de l'assistance publique.

être notifié par lettre aux personnes qui en auraient fait préalablement la demande spéciale.

Pendant l'année 1896, il a été répondu verbalement ou par lettre à 127,000 demandes de nouvelles. Le nombre des personnes qui se sont présentées dans les bureaux de l'administration est de 11.500.300 personnes ont, en indiquant leur adresse, demandé à être prévenues par lettre du décès de leurs enfants (1).

(1) Rapport d'inspection des enfants assistés.

DEUXIÈME PARTIE

Services extérieurs

CHAPITRE PREMIER

MISE EN NOURRICE. — VISITES MÉDICALES

Aux termes de l'art. 7 du décret de 1811, les enfants doivent être mis en nourrice aussitôt que faire se peut. Jusque-là, ils sont nourris au biberon au moyen de nourrices résidant dans l'établissement. A Paris, il y a une moyenne de trente à trente-cinq nourrices, payées cinquante francs par mois, servant pour les enfants abandonnés et pour les enfants dits du dépôt, dont les parents sont malades dans les hôpitaux.

S'ils sont sevrés ou susceptibles de l'être, ils

doivent également être mis en nourrice ou en sevrage (1).

Ils doivent être vaccinés au moment de leur départ, à moins que l'état de leur santé ou leur prompt départ ne s'y oppose. Dans ce cas, les nourrices doivent les faire vacciner dans les trois premiers mois qui suivent la remise qui leur en a été faite et doivent justifier d'un certificat de vaccination pour pouvoir être payées du premier trimestre des mois de nourrice (2). On applique ici les règles générales édictées par la loi de 1874 et le décret de 1877. La nourrice qui ne se conformerait pas à cette obligation serait passible d'une amende de 5 fr. à 15 fr.

Les enfants doivent aussi être baptisés, car la circulaire du ministre de l'intérieur du 8 février 1823 qui est encore exécutée, prescrit de les élever dans la religion catholique, en réservant toutefois à l'autorité le droit d'autoriser des exceptions à cette règle.

Si plusieurs enfants sont frères et sœurs, l'administration doit les réunir autant que possible chez les mêmes nourriciers ou tout au moins dans les mêmes communes.

Au départ de l'enfant, il est fait mention sur le matricule à ce destiné de la mise de l'enfant en nourrice.

(1) Décret du 11 janvier 1844, art. 7. Circ. min., 8 février 1823.

(2) Circ. du 12 avril 1888.

Les nourrices qui veulent recevoir des enfants assistés, doivent faire toutes les justifications exigées par la loi du 23 décembre 1874 et le décret du 27 février 1877.

En outre, elles ne doivent pas être âgées de moins de 20 ans et de plus de 40 ; leur lait ne doit pas avoir moins de sept mois et plus de douze. Elles doivent être mariées et produire un certificat de bonnes vie et mœurs. Bien que déjà choisies par les médecins de service des agences qui en adressent chaque mois, et plus souvent, s'il y a lieu, au directeur d'agence qui les envoie à Paris à la disposition de l'Administration, elles doivent encore avant de partir pour Paris, être soumises à la contre-visite d'un médecin désigné à cet effet dans chaque circonscription ; elles ne sont admises à faire partie du convoi que lorsque le médecin contre-visiteur a constaté qu'elles sont pourvues d'un lait sain et abondant et qu'elles ne sont affectées d'aucune maladie contagieuse, ni d'aucune infirmité. Après l'accomplissement de ces formalités, elles se rendent à Paris sous la conduite d'une surveillante. A leur arrivée à Paris, les nourrices sont soumises à la visite du médecin de l'hospice qui constate de nouveau la qualité de leur lait et l'état de leur santé ; ce n'est que lorsque lorsqu'il a été reconnu qu'elles réunissent toutes les conditions exigées par les règlements qu'il leur est confié un nourrisson. Les nourrices envoyées à Paris n'y sont retenues

que le temps strictement nécessaire, soit en général, trois jours (1).

L'exécution des prescriptions ci-dessus a moins d'importance depuis que la loi de 1874 a exigé que toute nourrice se munisse préalablement d'un certificat médical, mais ces règles n'en continuent pas moins à être observées. Enfin, l'instruction de 1823 voulait qu'il fût remis à chaque nourrice une carte spéciale; cette mesure est devenue inutile depuis que toutes les nourrices sont tenues d'avoir le livret prescrit par l'article 30 du décret du 27 février 1877.

Le contrat que l'assistance publique passe avec les nourrices auxquelles elle confie un nouveau-né comprend l'obligation de le tenir en état constant de propreté, de le coucher seul dans un lit, de le nourrir au sein jusqu'à l'âge de douze mois, de le faire vacciner s'il ne l'a jamais été, d'entretenir en bon état ses layettes et vêtements; de garder l'enfant personnellement, de le représenter toutes les fois qu'elle en est requise, ainsi que ses vêtements et son livret, aux délégués de l'autorité et du maire, de ramener l'enfant à l'hospice dans le délai qui lui est assigné et si c'est elle qui ne veut pas le garder, de ne l'y reconduire qu'après en avoir huit jours au moins à l'avance donné avis à l'administration; en cas d'évasion à faire toutes les démarches propres à le retrouver en prévenant le maire immédiatement.

(1) Instruc. gén. du 8 fév. 1823.

Ces devoirs et obligations sont indiqués sur un livret remis à la nourrice. Il relate également le numéro matricule, le nom, l'âge et la date du placement de cet enfant, les noms et domicile du dépositaire, les prix de pension et autres allocations auxquelles il a droit, le nombre, la composition et les époques de la délivrance des layettes et vêtements, la formule des certificats de vaccination et de décès, enfin des intervalles en blanc pour recevoir les observations des délégués de l'administration.

De son côté, l'administration est obligée de ne livrer aux nourrices que des enfants en bon état de santé et ne présentant aucun danger de contagion. Il a été jugé que le contrat comporte pour la nourrice comme condition tacite, mais essentielle, de vérifier avec le plus grand soin l'état sanitaire de l'enfant. Les agents du service médical de l'assistance publique ne peuvent en effet se fournir à eux-mêmes l'attestation qu'ils ont accompli exactement et complètement leur mission ; par suite, les certificats émanés du médecin en chef de l'hôpital des enfants assistés et du médecin qui a visité le nourrisson à son arrivée à la campagne, ne suffisent point pour prouver que cet enfant ne présentait, lors de ce double examen, aucun signe révélateur du mal héréditaire dont il était certainement atteint (1).

(1) Seine 5 avril 1886. Journal Le Droit 5 et 6 avril 1886.

L'assistance publique commet donc une faute dommageable en confiant à une nourrice saine un nourrisson contaminé, si dès les premières visites l'existence d'une syphilis congénitale dont celui-ci était atteint pouvait être constatée (1).

Cependant, le même tribunal a reconnu que l'administration de l'assistance publique qui ignore le plus souvent l'origine des enfants dont elle accepte la garde, ne saurait encourir la même responsabilité que les parents quant aux conséquences de la contagion syphilitique communiquée à une nourrice par un nourrisson confié à ses soins (1).

Malgré cette atténuation, le tribunal n'a pas moins décidé, conformément au jugement précédent, que si les symptômes constatés suffisent par leur réunion sur un simple sujet, même en dehors de manifestations plus authentiques, pour faire craindre l'existence de la syphilis, le médecin de l'assistance publique ne saurait, sous aucun prétexte, exposer une personne saine au danger même hypothétique d'une contagion, sans l'avoir préalablement avertie et mise en demeure d'accepter ou de refuser le risque à courir. S'il ne le fait pas, il commet une imprudence et l'assistance publique doit être déclarée responsable du dommage causé par la faute de son agent (3).

(1) Même jugement.

(2) Seine 21 janvier 1889. Le Droit 7 mars 1889.

(3) Même jugement. V. dans le même sens : Seine 13 jan-

Il doit être remis à chaque nourrice une layette au moment où on lui confie un nouveau-né. Les vêtements qui suivent les layettes sont données aux enfants d'année en année. Elles doivent être fournies en nature et ne sauraient être remplacées par une subvention en argent ; les enfants seraient en effet exposés à ne pas recevoir les vêtements qui leur sont indispensables (1). Les objets qui les composent doivent être aussi fournis tout confectionnés. On évite ainsi aux nourrices un travail de confectionnement dont souvent elles ne seraient pas capables et on s'assure en même temps que les matières premières ne sont pas détournées de leur destination (2).

Chaque nourrice est responsable des layettes et vêtements qui lui ont été confiées (3).

Le salaire des nourrices est fixé par arrêté préfectoral pris de concert avec le Conseil général. Le taux le plus élevé est celui de la période d'allaitement ; il va ensuite diminuant d'année en année, selon le système préconisé par le ministre de l'intérieur dans la circulaire du 13 août 1841.

Afin d'encourager les nourrices à donner de bons soins, des primes leur sont accordées. Ainsi lors-

vier 1874, Paris 29 janvier 1876. Seine 8 avril 1874, 10 mars 1876, Paris 6 novembre 1876, Gannat 30 août 1877, Riom 8 mai 1878, cité par Le Droit, 7 mars 1889.

(1) Circ. min. int. 24 décembre 1836.

(2) Circ. Chanc. 21 juillet 1843.

(3) Inst. gén. 8 février 1893, 4^e partie.

qu'elles présentent des certificats constatant que l'enfant qui leur a été confié existe et qu'il a été traité avec soin et humanité, elles ont droit pour les neuf premiers mois de l'enfant, indépendamment des mois de nourrice, à une indemnité de dix-huit francs payables par tiers de trois mois en trois mois. Celles qui ont conservé des enfants jusqu'à l'âge de douze ans et les ont préservés jusqu'à cet âge, d'accidents provenant de défaut de soins, doivent recevoir à cette époque, sur la présentation de certificats réguliers, une autre indemnité de cinquante francs (1).

Le paiement des mois de nourrice ne doit avoir lieu que sur la représentation : 1° du livret dont doit être munie la personne chargée de l'enfant ; 2° d'un certificat de vie de l'enfant ou de son acte de décès (2). Le certificat de vie doit être délivré par le maire de la commune où l'enfant se trouve en nourrice ; il constate que le maire a vu l'enfant dont il certifie l'existence. Il est donné sur papier libre et sans frais. L'expédition de l'acte de décès qu'il faut produire en cas de mort de l'enfant est également délivré sur papier libre et sans frais par l'officier de l'état civil qui doit mentionner qu'elle est destinée à l'administration du service des enfants assistés (3). Les quittances des

(1) Arr. du 30 ventôse, an V, art. 8. Inst. gén. 8 février 1823, 4^e partie, ch. 5.

(2) Ins. gén., 8 février 1823, 4^e partie, ch. 8.

(3) Inst. gén. 8 fév. 1823, 4^e partie, ch. 8. Circ. min. fin. 26 janvier 1838.

sommes payées pour les mois de nourrice sont affranchies de la formalité du timbre (1).

Les sommes allouées aux nourrices chargées du soin des enfants assistés doivent être considérées comme destinées à l'assistance moins des nourrices que des nourrissons. Elles sont données en vue de subvenir à la nourriture et à l'alimentation de ceux-ci et non pour procurer un salaire à celles-là. Ces sommes ont donc essentiellement un caractère alimentaire et à ce titre, elles sont insaisissables (2).

Les enfants placés en nourrice sont visités par les médecins du service de la protection du premier âge et par les médecins délégués par l'administration de l'assistance publique.

A partir du 1^{er} avril 1890, et pendant les deux années suivantes, les médecins du service des enfants assistés étaient tenus de visiter une fois par semaine les enfants âgés de moins de deux mois placés dans les agences.

Des instructions administratives, en date du 16 février 1893, ont prescrit d'effectuer ces visites tous les dix jours et pendant trois mois. Enfin, en vertu de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 1895, les visites décadaires ont été prolongées pendant le quatrième mois (3).

(1) Décis. minis. fin. 26 décembre 1832. Circ. min. int. 30 janvier 1834.

(2) Cass. 28 janvier 1850. P. 50, 2, 162.

(3) Rapport d'inspection des enfants assistés (1897).

CHAPITRE II

AGENCES. — MOUVEMENT. — MORTALITÉ

Les enfants assistés de la Seine sont groupés dans onze départements différents : Allier, Côte-d'Or, Ille-et-Vilaine, Loir-et-Cher, Nièvre, Orne, Pas-de-Calais, Saône-et-Loire, Sarthe, Somme et Yonne. Chaque groupement de pupilles de l'assistance constitue ce qu'on appelle une agence, à la tête de laquelle est placé un directeur, représentant de l'administration dans la région. On compte à l'heure actuelle vingt-neuf agences (1). Pour la surveillance dans chacune d'elles, on a adopté comme unité nourricière, le chiffre de 1,000 enfants par groupe.

Chargés d'exercer sur place la surveillance, les directeurs sont tenus de visiter, au moins une fois par trimestre, les enfants de tout âge placés dans leur agence, de pourvoir à tous leurs besoins, d'assurer l'exécution des engagements contractés par les nourriciers et de toutes les dispositions concernant le service. Ils doivent également obtenir des médecins qu'ils s'acquittent exactement de leurs fonctions.

(1) Rapport du directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministre de l'intérieur, 1898, t. 2, p. 406. Conseil supérieur de l'assistance publique, fascicule 48.

Le nombre des élèves placés à la pension, c'est-à-dire de la naissance à treize ans, placés dans les agences était au 31 décembre 1895 de.... 26,380

Pendant l'année 1896, le nombre s'est accru de..... 4,363

Total..... 30,743

D'autre part pour cette même population, le chiffre des sorties et des décès dans la même année a été de 3,441, savoir :

Ayant atteint leur quatorzième année	1,788	} 3,441
Partis pour diverses causes (remis aux familles, etc.).....	1,047	
Décédés	606	

D'où ressort au 31 décembre 1896 un nombre de pupilles de un jour à treize ans de 27,302.

Sur 30,743 enfants placés à la campagne en 1896, 606 sont décédés dans l'année, soit 1.97 0/0.

Les enfants âgés de un à douze mois étaient au nombre de 941 et 130 sont décédés, soit 13,81 0/0 (1).

En vertu d'une circulaire du ministre de l'intérieur du 25 août 1897, les directeurs d'agence transmettent annuellement aux préfets, conformément à la loi de 1874, les statistiques de placement, de retrait et de décès des enfants assistés.

(1) Rapport du directeur de l'assistance publique.

CHAPITRE III

PLACEMENT DES PUPILLES. — INSTRUCTION. — PÉCULE

L'enfant reste en nourrice jusqu'à l'âge de six ans. Après cet âge, il reste généralement chez ses nourriciers jusqu'à l'âge de douze ans, âge auquel il doit être mis en apprentissage (1).

Les nourriciers doivent envoyer à l'école les enfants qui leur sont confiés dès qu'ils ont atteint l'âge de six ans, et il est recommandé au maire de veiller très exactement à ce que cette prescription ne soit pas négligée (2). A titre de prime, une somme de cent francs est allouée à l'occasion de l'obtention du certificat d'études primaires par un pupille de l'administration : cinquante francs sont donnés aux nourriciers, quarante à l'instituteur et dix francs sont versés à la caisse d'épargne au nom de l'élève.

La loi du 28 mars 1882 en rendant obligatoire l'assiduité à l'école a eu pour résultat d'étendre à la treizième année le paiement des pensions qui jusqu'à cette époque n'étaient payés que jusqu'à douze ans révolus.

(1) Arr. 3 vent. an V, art. 13 et 14. Décr. 19 janv. 1811, art. 18 et 19.

(2) Circ. min. int., 12 fév. 1856. Loi 28 mars 1882, art. 4.

Lorsque les élèves ont atteint leur quatorzième année, ils sont mis en apprentissage. Ces placements se font tous, sauf quelques exceptions, dans l'agriculture. La question a été soulevée de savoir si, au lieu de placer ainsi les enfants isolément, il ne serait pas bon de les placer par groupes dans des établissements. Le congrès d'assistance de 1889, tout en approuvant à tous égards ce mode d'éducation, estime qu'il est difficile à appliquer par l'assistance publique et qu'il vaut mieux à ce sujet s'en rapporter à l'initiative privée (1), sauf à lui accorder tous les encouragements possibles.

A notre avis, la règle du placement rural et familial se justifie par des raisons très fortes :

Pour les pupilles, la dépense dans une famille, même quand le taux de la pension est largement suffisant, est inférieure à la dépense dans un établissement. En outre, pour essayer de réparer le malheur initial dont un enfant est victime on ne dispose que d'un moyen, l'incorporation à une famille; de toute évidence, le placement familial est la condition préalable d'une telle incorporation. Le placement familial ne s'imposerait pas à raison du besoin d'affection inhérent au cœur de l'enfant, qu'il serait commandé par le soin de l'avenir des pupilles. D'après débuts les attendent, plus âpres pour eux que pour les jeunes

(1) Compte-rendu du congrès d'assistance de 1889, p. 156 et s.

gens qui ont une famille, qui possèdent où sont appelés à recueillir un petit patrimoine. Comment les préparer avec de plus grandes chances de succès à devenir des travailleurs courageux ?

A ces enfants, l'éducation dans un orphelinat ne convient point, parce qu'elle ne les met pas en contact avec les difficultés de l'existence et parce qu'elle n'éveille pas ou ne développe qu'insuffisamment l'initiative ou l'énergie. Le pensionnaire ne sait de la vie du paysan, à laquelle il est destiné, que ce qu'on lui en raconte, ce qu'on lui en montre, ce que le paysan veut bien lui en laisser voir. Le pensionnaire du cultivateur n'a pas besoin d'entretiens pédagogiques pour savoir ce qu'est la vie du paysan, il en est le témoin, l'associé.

D'autres raisons militent encore en faveur du placement rural :

Beaucoup de pupilles, soit à cause de leurs antécédents héréditaires, soit à cause des privations qu'ils ont endurées avant d'être recueillis, sont atteints de misère physiologique ; la vie rurale est le moyen le plus efficace de guérir ces enfants, de les fortifier, de leur refaire un tempérament.

En outre, par suite du dépeuplement des campagnes, la concurrence de la main-d'œuvre y est moins âpre que dans les villes ; l'ouvrier agricole s'il a le courage d'être frugal, se tire plus sûrement d'affaire que l'ouvrier citadin.

Enfin, au village le milieu moral est plus salubre, de même que l'air qu'on respire est plus pur ; le pupille a moins de tentations, moins de facilité de débauche ; perdu dans une foule, il échapperait à cette surveillance qu'au village les uns exercent sur les autres, qui est souvent indiscreète, parfois tracassière, mais qui, somme toute, est salubre.

Le placement rural doit admettre des tempéraments. Ne doivent pas être maintenus à la campagne, les pupilles d'origine urbaine, recueillis à un âge relativement avancé, chez lesquels la nostalgie de la ville ne peut être vaincue. D'autre part, les pupilles qui ont une aptitude remarquable à un métier autre que le métier agricole, doivent être mis en mesure d'apprendre ce métier.

En 1886, un ancien aumônier militaire, M. l'abbé Roudil a fait donation au département de la Seine d'un domaine de plus de quinze cents hectares, situé à Ben-Chicao, près de Médéah, dans la province d'Alger, à la condition qu'une école d'agriculture destinée aux enfants assistés serait installée sur un des terrains qui en font partie. Les bâtiments de cette école qui compte déjà actuellement (1) 78 élèves sont en construction. En même temps l'Etat a concédé au département de la Seine des domaines plus importants encore dans les départements d'Alger et de

(1) Rapport d'inspection des enfants assistés, 1897.

Constantine. Lorsque l'école de Ben-Chicao aura reçu son contingent de cent ou cent cinquante enfants, lorsque les élèves auront appris l'agriculture ou la viticulture, des lots de quinze à vingt hectares provenant des domaines concédés par l'Etat seront attribués aux jeunes élèves qui en deviendront propriétaires dans certaines conditions.

Le contrat de placement ou d'apprentissage est écrit et l'inspection veille à son exécution. Ce contrat énonce la durée de l'engagement, le prix annuel et toutes les conditions de nature à sauvegarder les intérêts du pupille.

Nous voilà bien loin du code théodosien, des décisions des conciles et des capitulaires de Charlemagne qui conféraient à ceux qui avaient nourri et élevé les enfants trouvés, le droit d'en disposer à titre d'esclaves (1). Nous voilà loin des pratiques du Grand Hôtel-Dieu de Lyon où, au milieu du xvi^e siècle, les enfants abandonnés après avoir été allaités, puis élevés jusqu'à l'âge de seize ans, étaient à cet âge, mis

(1) Loi de Constantin, n° 329. Cette loi avait été abrogée en 391; les enfants trouvés recouvrèrent à ce moment la liberté, ce qui fut confirmé par Justinien: « Celui, dit-il, qui les a élevés, a dû agir par un mouvement de charité; il n'en est pas le possesseur. » (Code Just. liv. VIII, tit. 52; liv. III et IV.) Mais le code théodosien fut pendant plusieurs siècles le seul admis dans les Gaules. En outre, les conciles (Vaison, 442; Arles, 452; Agde, 508, Mâcon, 581), déclarèrent les enfants trouvés esclaves de ceux qui les élèveraient. — V. Recueil d'édits concernant les enfants trouvés.

hors de l'hôpital et envoyés par les rues, portant cet écriteau sur la poitrine : « Nous sommes de pauvres orphelins sortant de l'Hôtel-Dieu et demandant l'aumône pour Dieu ». Nous voilà loin même de cette disposition du décret de 1811 qui n'a jamais été expressément abrogée et qui garantissait au patron, moyennant la nourriture, l'entretien et le logement du pupille, les services gratuits de celui-ci jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Quel emploi est fait des gages ainsi assurés : En général, le contrat passé entre l'inspecteur et le patron contient une clause fixant la part du salaire consacrée à l'entretien du linge et des vêtements du pupille, le surplus devant être versé à la caisse d'épargne au compte de celui-ci.

Au 31 décembre 1896, les livrets de caisse d'épargne étaient au nombre de 12.130 et représentaient une somme de 1.496.751 fr. 12 ce qui fait par livret une moyenne de 136 fr. 37 (2).

(2) Rapport d'inspection (1897).

CHAPITRE IV

INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX

Un des moyens les plus efficaces de protection des enfants assistés a été la création d'inspecteurs départementaux. D'après l'article 14 du décret de 1811 les commissions administratives des hospices faisaient visiter au moins deux fois l'année chaque enfant, soit par un commissaire spécial, soit par un médecin délégué. La dépense qu'entraînait ce service était à la charge des hospices : ce qui explique le peu d'empressement qu'ils mettaient à l'assurer. L'administration centrale appelait cependant fréquemment leur attention sur ce point.

L'article 6 de la loi du 5 mai 1869 a mis à la charge de l'état les frais d'inspection et de surveillance. A partir de cette époque, le service a reçu une organisation définitive et complète. Une circulaire adressée aux Préfets en 1869 pour l'application de la loi, résume ainsi les effets qu'elle doit produire : Ainsi réorganisé, le service de l'inspection devra, sous votre autorité, prendre plus activement encore la direction du service. Les tournées seront plus fréquentes. C'est l'inspecteur départemental qui vous

proposera l'admission aux secours temporaires. C'est à lui que seront confiés la recherche et l'engagement des nourrices, la préparation et la signature des contrats d'apprentissage, la réalisation des placements de fonds à la caisse d'épargne ; il devra enfin ne rester étranger à aucun des actes de la tutelle administrative et vous l'y associerez étroitement dans les termes et aux conditions réglées par l'instruction du 30 avril 1856. La surveillance de l'inspecteur devra porter non seulement sur les enfants de un jour à douze ans, mais encore sur ceux de douze à vingt et un ans (1).

La nomination et la position des inspecteurs ont d'abord été régies par le décret du 31 juillet 1870, remplacé actuellement par un décret du 8 mars 1887.

Le cadre de l'inspection des enfants assistés de la Seine comprend six inspecteurs et inspectrices qui appartiennent de droit à la première classe (art. 8).

Les inspecteurs des enfants assistés de la Seine sont choisis exclusivement : 1° Parmi les inspecteurs des enfants assistés des autres départements parvenus à la première classe du cadre, ou compris dans la seconde depuis trois ans au moins ; 2° Parmi les docteurs en médecine ayant au moins dix ans d'exercice ; 3° Parmi les chefs de bureau du ministère de l'intérieur, de la préfecture de la Seine et de l'administration générale de l'assistance publique ; 4° Parmi

(1) Circ. min. int. 3 août 1869.

les inspecteurs primaires de la Seine. Les candidats visés aux deux derniers paragraphes devront être en fonctions depuis six ans au moins (art. 9).

Les inspectrices des enfants assistés seront choisies exclusivement parmi les personnes qui comptent au moins huit ans de service dans l'enseignement public (art. 9).

Les candidats aux emplois d'inspecteurs et d'inspectrices des enfants assistés de la Seine sont soumis aux conditions d'âge suivantes : trente ans au moins, quarante au plus (art. 10).

De quelle manière les inspecteurs doivent-ils s'acquitter en pratique des obligations morales qui leur incombent ? L'inspecteur départemental est placé sous l'autorité immédiate du Préfet et il reçoit de lui des instructions. Il visite deux fois par année et plus souvent s'il en est besoin les pupilles de un jour à vingt et un ans. Les époques de ses tournées sont fixées par les Préfets, elles ont lieu à des dates indéterminées et toujours inopinément. Il s'assure tant par lui-même qu'au moyen de ses relations avec les maires, les curés, les instituteurs et les personnes recommandables de chaque localité, si les nourrices, nourriciers ou patrons remplissent leurs obligations. Et dans le cas contraire, il requiert la suppression de la pension ou pourvoit au déplacement des enfants. Il recherche l'origine de la filiation des enfants et provoque à l'égard de ceux qui ont été abandonnés sans

motifs suffisants la mise à la charge des familles. Il contrôle les états d'émargement et veille à ce qu'ils soient acquittés dans le délai prescrit. Enfin il exerce sur toutes les parties du service une active et constante surveillance (1).

Ces obligations déjà si étendues tracées par la circulaire du 2 novembre 1862 se sont encore accrues depuis la loi du 5 mai 1869 qui a exonéré des dépenses intérieures les hospices dépositaires, car tous les détails de cette partie du service, autrefois confiés aux administrateurs de l'établissement, pèsent maintenant sur l'inspecteur départemental (2).

Le Préfet est tenu au courant par écrit de chacune des tournées ou visites de l'inspecteur.

Dans ces rapports spéciaux, l'inspecteur soumet au Préfet les propositions que lui a suggérées l'examen des faits. Mais ce n'est pas tout : dans le courant de juillet de chaque année, un rapport général dressé par l'inspecteur et qui embrasse l'ensemble du service pendant les douze derniers mois écoulés est adressé au Préfet afin de bien l'éclairer sur la situation. Deux parties composent ce rapport général ; l'une comprend les enfants au dessous de douze ans et l'autre ceux de douze à vingt et un ans. L'inspecteur indique si l'on peut plus ou moins facilement recruter des nourrices, des gardiens et des patrons. Les enfants sont-ils oui

(1) V. Béquet. — Répertoire de droit administratif.

(2) Rapport sur le décret du 31 juillet 1890.

ou non convenablement vêtus, nourris et traités ? Reçoivent-ils dans leurs maladies les soins et les médicaments nécessaires ? Fréquentent-ils avec régularité les églises et les écoles ? Ne sont-ils employés qu'à des travaux en rapport avec leurs forces ? L'inspecteur répond à toutes ces questions dans la première partie de son rapport ; et de plus, il relate pour l'année expirée, les états de mouvement et de dépenses déterminés par la circulaire ministérielle du 7 août 1855, les causes de la diminution ou de l'augmentation que présentent ces documents comparativement à la période antérieure, les circonstances auxquelles il y a lieu d'attribuer la diminution ou l'accroissement du chiffre de la mortalité, le nombre des expositions sur la voie publique, celui des accusations d'avortement ou d'infanticide.

Dans la seconde partie de son rapport, l'inspecteur énonce le nombre respectif des enfants conservés dans des établissements charitables ou placés en qualité de domestiques ou apprentis chez des cultivateurs ou artisans. Cette partie indique également les enfants qui par suite d'inconduite ont été ramenés à l'hospice, envoyés dans des établissements spéciaux ou atteints de condamnations judiciaires, les stipulations générales des contrats, la moyenne des salaires et des économies placées à la caisse d'épargne, enfin le nombre des élèves appelés à prendre part au tirage au sort et la proportion dans laquelle, relativement

aux autres jeunes gens, ils ont été reconnus aptes au service militaire. Ce rapport est mis sous les yeux du Conseil général et transmis au Ministre de l'intérieur avec les observations auxquelles il a donné lieu dans le sein de cette assemblée.

CHAPITRE V

POUVOIRS DE L'ADMINISTRATION SUR LES PUPILLES

La loi du 25 pluviôse au XIII complétée par le décret de 1811 est le texte fondamental sur cette matière. Dans son article 1^{er}, elle déclare que les enfants admis dans les hospices à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit sont sous la tutelle des commissions administratives. Celles-ci désignent un de leurs membres pour excercer le cas advenant les fonctions de tuteur, les autres forment le conseil de famille.

Un point qu'il faut d'abord établir d'une manière positive, c'est que cette expression tutelle dont parle l'article 1^{er}, doit être entendue dans son acception la plus large. Elle embrasse non seulement les pouvoirs confiés par le Code civil aux tuteurs et aux conseils de famille dans le droit commun, mais encore des attributs aussi complets que ceux de la puissance paternelle.

A Paris, l'Administration des hopitaux et hospices, au lieu d'être confiée aux lumières et au dévouement de plusieurs personnes réunies sous le nom de commission, appartient à un directeur en

vertu de la loi du 10 janvier 1849. Nous avons vu pour quelles raisons le système de l'autorité remise entre les mains d'un seul a semblé préférable. Le Directeur, nous dit l'article 3, a la tutelle des enfants trouvés, abandonnés ou orphelins. Mais comment cette tutelle est-elle organisée? Sur cette question, capitale cependant, la loi reste muette et le champ s'ouvre aux conjectures.

Et d'abord, cette tutelle conférée au directeur comporte-t-elle un conseil de famille?

Jusqu'ici les tribunaux et l'administration de l'assistance publique avaient admis cette tutelle comme ne comportant pas de conseil de famille, mais récemment le tribunal de la Seine trouva une procédure engagée irrégulière comme ne comportant pas l'avis du conseil de famille exigé par l'art. 465, c. civ.

Il nous semble que l'institution du conseil de famille ne doit pas exister dans la tutelle des enfants assistés de la Seine et que le système qui avait prévalu jusqu'ici repose sur des bases solides.

En effet, avant la loi du 10 janvier 1849, les enfants assistés de la Seine étaient placés sous la tutelle du Conseil général des hospices assisté d'une commission administrative d'un genre spécial (1). Ce Conseil général jouait à Paris le même rôle que les commissions administratives des hospices en

(1) Arrêté du 27 nivôse an XI et ord. du 18 février 1818,

province. Il remplissait donc à la fois le rôle de tuteur et de conseil de famille des enfants assistés de la Seine et déléguait un des administrateurs pour exercer les fonctions de tuteur conformément aux dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 15 pluviôse an XIII.

Quelles modifications la loi de 1849 apporta-t-elle à cette organisation ?

L'unique disposition de cette loi sur ce point contenue dans son art. 3 § 4 est ainsi conçue : Le directeur a la tutelle des enfants trouvés, abandonnés et orphelins. Qu'en conclure ? Le but essentiel de la loi de 1849 a été d'après le rapport même de M. Dufaure à l'assemblée nationale de « substituer au principe de l'administration collective et subdivisée celui de l'administration unitaire ». « Le directeur, lit-on encore dans ce rapport, exerce l'autorité qui appartenait dans l'ancienne organisation au conseil général et à la commission administrative. » Donc, il doit réunir également les pouvoirs de conseil de famille et de tuteur.

On chercherait vainement dans les travaux préparatoires et la discussion de ladite loi des explications sur l'organisation de la tutelle conférée par son article 3 au directeur.

Les partisans de l'existence d'un conseil de famille dans cette tutelle font jouer ce rôle au conseil de surveillance institué par cette même loi de 1849,

mais ils oublient que le conseil de surveillance émet seulement des avis, et qu'il ne peut donner une autorisation comme le font les commissions administratives. Il existe donc entre ces deux institutions une différence capitale. En outre les matières sur lesquelles le conseil de surveillance doit donner son avis sont énumérées limitativement par la loi de 1849 et on n'y voit figurer aucune attribution relative aux enfants assistés. Il est vrai que cette assimilation qui méconnaît certainement la pensée du législateur de 1849 a été consacrée par la loi du 27 février 1880 en ce qui touche l'aliénation des valeurs mobilières : « Le conseil de surveillance de l'administration de l'assistance publique et les commissions administratives rempliront les fonctions attribuées au conseil de famille. » Mais cette loi ne s'occupe que d'une hypothèse déterminée ; elle n'a prétendu statuer sur aucun autre point et n'a fait qu'apporter une exception à la règle générale et sur tous les autres points la loi de 1849 reste entière. En conséquence le directeur de l'assistance publique peut donc accomplir seul et valablement tous les actes autres que ceux pour lesquels le code civil exige l'homologation du tribunal de première instance, c'est-à-dire qu'en dehors des aliénations, hypothèques, emprunts et transactions, il est juge souverain.

Il est certain que parler de tutelle sans y rattacher un conseil de famille choque vivement au premier

abord le sens juridique, cela semble la négation des principes fondamentaux de notre législation en cette matière. Mais le point de vue change quand on considère qu'on se trouve en réalité ici en présence d'une situation spéciale comportant une institution particulière ; que, si le texte de la loi renferme le mot de tutelle, le législateur a entendu au fond, organiser une institution *sui generis* participant à la fois de la puissance paternelle, de l'administration légale du père aussi bien que de la tutelle ordinaire de droit commun. Ce ne sont pas là des suppositions gratuites. Le rapporteur de la loi du 15 pluviôse an XIII. M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély a écrit textuellement : « Le Gouvernement a dû s'occuper de créer. .. une paternité sociale qui exerçât tous les droits, toute la puissance de la paternité naturelle. » Ce langage est d'autant plus significatif qu'il est postérieur à l'organisation de la puissance paternelle et de la tutelle de droit commun par le code civil promulgué en l'an XII.

Dès lors l'absence d'un conseil de famille dans cette institution ne répugne plus quand on s'est rendu compte du but de la loi de 1849 en réfléchissant aux considérations précédentes.

La loi du 5 mai 1869 qui crée les inspecteurs départementaux prétendit donner à l'inspecteur dans la tutelle une part définie ainsi dans la circulaire du 3 août 1869 : l'inspecteur doit être plus étroitement associé à l'exercice de la tutelle. Peut-il y avoir conflit

entre le directeur et l'inspecteur ? Non, car la mission de l'inspecteur des enfants assistés consiste à visiter les pupilles chez leurs nourriciers et patrons, à veiller à ce que ceux-ci tiennent fidèlement leurs engagements et à donner des avis sur les réformes que l'expérience acquise dans leurs tournées leur permet de juger utiles au bon fonctionnement du service. Ils sont seulement des auxiliaires du tuteur. Du reste, le Conseil Général de la Seine s'est prononcé nettement pour que le rôle de chacun fut exactement délimité : « que l'administration administre et que l'inspection inspecte, » telle est la décision constante du conseil (1).

L'art. 420 du Code Civil qui porte que dans toute tutelle il y aura un subrogé tuteur nommé par le conseil de famille n'est pas applicable puisqu'il n'y a pas de conseil de famille et que le directeur de l'assistance publique réunit tous les pouvoirs. Mais doit-on nommer au pupille un tuteur ad hoc dans les cas où le Code civil exige cette nomination ? Cette nomination doit être exigée et elle est en effet nécessaire. Cependant, comme ici le mineur est pourvu d'un tuteur qui n'est pas un membre de la famille et qui n'a pas d'intérêt engagé dans les questions soulevées, la nécessité peut paraître moins évidente d'un tuteur ad hoc, mais comme la loi n'a pas dit qu'il y avait lieu de s'en dispenser, on doit faire cette nomination. Rien n'empêche

(1) Rapport du Dr Thulié, sessions 1878 et s.

du reste de confier cette mission spéciale au tuteur en fonctions s'il est jugé digne de cette confiance (1).

Comment le nommer ? Comme il n'y a pas de conseil de famille, il semble que cela appartient au tribunal devant qui l'action est portée et à qui il appartient par là même de prendre les mesures nécessaires pour constituer la régularité de la procédure. C'est ainsi qu'au cas de l'art. 2208, c'est le tribunal qui nomme à la femme mariée le tuteur nécessaire pour la poursuite en expropriation.

Dans le cas d'une action en désaveu, c'est à la diligence du demandeur que la nomination doit être faite ; c'est à lui à se mettre en mesure pour pouvoir dans les délais intenter régulièrement son action.

Les enfants assistés légitimes aussi bien que les enfants naturels sont réputés n'avoir plus de famille en dehors du tuteur. Par suite, s'ils ont encore des père et mère ou des ascendants, ni les uns ni les autres ne peuvent prétendre aucun droit sur le gouvernement de la personne et l'administration des biens (2).

Par suite, lorsqu'un enfant se trouve engagé dans une instance, il est inutile de mettre en cause son père ou sa mère (3). Et c'est justice. Les parents qui ont abdiqué les devoirs à eux imposés par la nature et

1) Demaple, cours analytique de code civil, t. 2, n° 44 bis.

(2) Seine, 9 mai 1883, Gaz. Palais, 83, 2, 57. Le Puy, 29 juillet 1861, D. 62, 3, 14 ; Cour d'assises de l'Yonne, 13 décembre 1859, p. 60, 548.

(3) Rouen, 24 février 1842, S. 42. 2, 249.

par la loi ne doivent pas être admis à réclamer ensuite l'exercice de droits, véritables corollaires des obligations qu'ils ont répudiées. Mais comme la législation est naturellement faite dans l'intérêt des enfants, ceux-ci conservent tous leurs droits sur les successions auxquelles ils ont vacation d'après le droit commun.

Quand l'enfant est placé ouvrier, serviteur ou apprenti dans un lieu éloigné, la qualité du tuteur ne peut être en aucun cas conférée à la personne chez laquelle l'enfant est placé (1).

Comment le directeur de l'assistance publique s'acquitte-t-il des devoirs que lui impose la fonction de tuteur ?

1° *Garde, correction, éducation.* — Le Directeur exerce ces droits sur l'enfant en le plaçant en apprentissage. Cependant, s'il a des sujets de mécontentement très graves sur la conduite d'un des enfants, il peut user d'un des moyens de correction indiqués dans les art. 376 à 379 c. civ.

2° *Emancipation.* — L'enfant qui a encore ses père et mère peut être émancipé à quinze ans ; comme le tuteur a des attributs analogues à ceux de la puissance paternelle, on en conclut que le pupille peut être émancipé à quinze ans. L'émancipation est faite par le directeur qui est seul tenu de comparaître à

(1) Bordeaux, 28 novembre 1833. S-34-2-348.

cet effet devant le juge de paix. L'acte d'émancipation est délivré sans autre frais que ceux d'enregistrement et de papier timbré (1). Le Directeur remplit les fonctions de curateur.

3° *Mariage*. — Aucun texte ne prévoit le mariage de l'enfant. Il a paru aux auteurs de la loi que cette question ne pouvait donner lieu à aucune difficulté sérieuse. Elle demande cependant quelques observations.

Jusqu'à quel âge est exigé le consentement du Directeur de l'assistance publique? Dans le droit commun la limite de vingt-cinq ans pour les fils et de vingt et un ans pour les filles est ramenée uniformément à vingt et un ans pour les uns et les autres lorsque les parents sont morts. Le Directeur exerçant les mêmes droits que ceux résultant de la paternité naturelle, les enfants, cela ne doit faire aucun doute, ne peuvent se passer de son consentement, les garçons avant vingt-cinq ans et les filles avant vingt et un ans, époque de la majorité de droit commun. Ils en ont du reste plus besoin que les jeunes gens élevés dans le sein de leur famille. M. Demolombe n'est pas de notre avis. Il s'agit, dit-il, d'une classe d'enfants dont il importe de favoriser, de hâter même l'établissement; et les mêmes motifs qui permettent de l'émanciper à quinze ans doivent s'opposer à ce que

(1) Art. 4 l. 15 pluviôse an XIII.

le consentement au mariage des garçons soit nécessaire jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans (1). Cet argument est vicieux. Si le mineur peut être émancipé dès l'âge de quinze ans, c'est que le Directeur a dans l'intérêt de l'enfant des droits et des devoirs analogues à ceux de la paternité naturelle ; or le consentement du père est exigé jusqu'à vingt-cinq ans pour les fils et cela aussi bien dans l'intérêt de ceux-ci que dans l'intérêt de la famille. M. Demolombe dit : Il faut hâter son établissement. Mais de deux choses l'une : ou le choix de l'enfant est bon et alors la nécessité du consentement ne sera jamais un obstacle, car le Directeur s'empressera de le donner ; ou il est mauvais, et alors en refusant de consentir au mariage, le Directeur éloignera peut-être pour toujours l'enfant d'une union dont il aurait été la victime et fera de la sorte acte de protection envers lui. Dans la pratique, les enfants, garçons ou filles se marient librement quand ils ont vingt et un ans.

Enfin, en nous basant toujours sur les mêmes principes, nous admettons sans hésiter le droit pour le tuteur de faire opposition au mariage dans les conditions où ce droit est accordé au père par le Code civil, même si les parents sont encore existants et connus.

4° *Gestion des biens.* — Le Directeur de l'assistance publique n'a pas le maniement des fonds. Si les

(1) Minorité, t. II, p. 396.

enfants ont des biens, le receveur de l'assistance publique remplit à cet égard les mêmes fonctions que pour les biens de l'administration. Sa gestion est soumise au contrôle de la Cour des comptes.

Les biens du directeur et du receveur ne sont passibles à raison de leurs fonctions d'aucune hypothèque. La garantie de la tutelle réside dans le cautionnement de ces fonctionnaires.

Si une libéralité est faite à un enfant assisté, aucune autorisation administrative n'est nécessaire pour l'acceptation comme doit le faire un hospice en pareil cas.

Les capitaux appartenant aux enfants assistés sont placés dans les monts-de-piété (1). La loi du 27 février 1880 a décidé que les capitaux devaient être placés dans un délai de trois mois. Dans le cas d'aliénation de valeurs mobilières, le directeur devra requérir l'avis du conseil de surveillance de l'assistance publique qui jouera le rôle de conseil de famille (art. 8). Quand le montant des rentes, actions, parts d'intérêts, obligations et autres meubles incorporels à aliéner dépasse quinze cents francs, la décision est soumise à l'homologation du tribunal qui statue en chambre du conseil, ministère public entendu (art. 2).

Les revenus des biens et des capitaux sont perçus par l'administration jusqu'à la sortie des enfants à

(1) Loi du 15 pluviôse an XIII, art. 6.

titre d'indemnité des frais de leur nourriture et de leur entretien (1). Cet article ne fait aucune distinction. Aussi que doit-on décider lorsque les revenus excèdent le montant des dépenses ? L'art. 7 ne prévoit évidemment que le cas où les revenus sont égaux ou inférieurs aux dépenses occasionnées par la nourriture et l'entretien de l'enfant. Il serait contraire à toute équité qu'un hospice put s'emparer des revenus de biens plus ou moins considérables échus à cet enfant par donation ou par succession, encore bien que ces revenus ainsi confisqués fussent destinés à élever d'autres enfants pauvres. C'est ce que la Cour de cassation a décidé dans son arrêt du 21 mai 1839 : *Attendu qu'il paraît contraire à toutes les notions de droit et de justice d'attribuer aux hospices la portion des revenus des enfants soumis à leur tutelle qui peut excéder les dépenses faites dans les hospices pour la nourriture et l'entretien desdits enfants et que l'art. 7 de la loi de l'an XIII, loin de contrarier ces principes généraux du droit, les a, au contraire, consacrés en n'attribuant les revenus dont il s'agit aux hospices qu'à titre d'indemnité ; car si, en certains cas, l'indemnité peut être incomplète, il est contre sa nature qu'elle se convertisse jamais en bénéfice* » (2). Mais il importe de faire remarquer que l'enfant n'est pas réputé sorti de l'hospice par son placement en

(1) Loi du 15 pluviôse an XIII, art. 7.

(2) D. 49, 1, 202.

apprentissage; la tutelle ne prend fin que par son émancipation, sa majorité ou la réclamation de ses parents; en conséquence, les revenus de ces biens restent acquis à l'hospice même pendant la durée de son apprentissage hors de l'hospice tant qu'aucun de ces événements ne s'est réalisé (1).

L'article 3 de la loi du 15 pluviôse an XIII porte que la tutelle des enfants admis dans les hospices dure jusqu'à leur majorité ou leur émancipation par mariage ou autrement. Cette tutelle prend fin également dans deux autres cas : lorsque l'enfant est réclamé par ses parents, soit naturels, soit légitimes et leur est remis (2); 2° lorsqu'il devient l'objet d'une tutelle officieuse (365 C. C.).

Si la tutelle officieuse vient à cesser, le mineur doit-il rentrer sous la tutelle administrative ? Nous ne le pensons pas. D'une part, la tutelle administrative ne tient pas à l'ordre public, elle est un simple acte de bienfaisance. D'autre part, la tutelle officieuse est un véritable contrat emportant l'obligation de nourrir, élever, mettre en état de vivre l'enfant qui en est l'objet ; or, il est certain que la loi de l'an XIII n'a en vue que les enfants trouvés et abandonnés. Dès lors, elle n'est plus applicable à l'enfant qui, retiré de l'hospice par son tuteur officieux et pourvu par lui

(1) Bordeaux 11 mars 1848. S. 40, 2, 294.

(2) Colmar 5 avril 1838. D. 39, 2, 295).

d'une fortune indépendante, a cessé d'être abandonné (1).

Le tuteur est obligé, quand l'enfant a des biens, de lui rendre compte à sa majorité ou lorsqu'il est émancipé. En quelle forme ces comptes de tutelle seront-ils rendus ? Le conseiller d'Etat, directeur général de l'administration communale, a, le 18 mai 1824, résolu ainsi cette question. Les actes de cette espèce comme ceux de délégation de tutelle et d'émancipation, au moins aussi importants, doivent être faits sans frais, attendu que l'intention du législateur a été d'éviter que la modique fortune des enfants placés dans les hospices ne fut restreinte par des frais inutiles ; en conséquence, il n'y a point d'inconvénient à ce que ces comptes soient rendus directement par le tuteur et approuvés par le préfet en conseil de préfecture ; enfin la quittance et la décharge données sous seing privé par les enfants majeurs sont suffisantes pour mettre à couvert sa responsabilité.

(1) Angers 26 juin 1844 (D. 44, 2, 155.

CHAPITRE VI

RÉCLAMATION DES ENFANTS PAR LEURS PARENTS

Nous n'avons pas à rechercher ici dans quelles conditions peuvent être faites les reconnaissances d'enfants déposés dans les hospices : ce sont les règles ordinaires de droit civil qui sont applicables en cette matière.

L'instruction du 8 février 1823 exige pour qu'un enfant soit remis aux parents qui le réclament que trois conditions soient remplies : 1° les personnes doivent donner sur l'enfant et sur les circonstances de son exposition des détails tels qu'ils ne permettent pas de prendre le change sur l'enfant qui leur appartient et sur celui qu'ils réclament ; 2° la remise ne doit avoir lieu que sur un certificat constatant la moralité des parents délivré par le maire de la commune et attestant en outre qu'ils sont en état d'élever leurs enfants ; 3° Il faut que les parents remboursent préalablement toutes les dépenses occasionnées par l'enfant. Il ne peut être fait d'exception que pour les parents qui sont reconnus hors d'état de rembourser

tout ou partie de la dépense et qui ont obtenu l'autorisation préalable du Préfet (1).

Si l'enfant est reconnu par son père naturel, il ne devra pas nécessairement lui être remis encore bien que toutes les avances faites par l'administration aient été remboursées; si le tuteur redoute quelque fraude il pourra contester la reconnaissance conformément à l'art. 339, C. Civ. Il aura également le même droit à l'égard du père légitime si la qualité ne résulte que d'un acte de légitimation par mariage subséquent. Il est en effet certain que la légitimation par mariage subséquent ne fait pas obstacle à ce que la reconnaissance soit contestée par tous ceux qui y ont intérêt (1).^o

Si la paternité soit légitime, soit naturelle est légalement établie, le tuteur peut se prévaloir des dispositions de l'art. 21 du décret de 1811, ainsi conçu : « Il n'est rien changé aux règles relatives à la reconnaissance et à la réclamation des enfants trouvés et abandonnés, mais avant d'exercer aucun droit, les parents devront, s'ils en ont les moyens, rembourser toutes les dépenses faites par l'administration ; et dans aucun cas un enfant dont l'état aurait disposé ne pourra être soustrait aux obligations qui lui sont imposées. »

(1) Décret 1811, art. 21. — Circ. dir. gén. de la compt., 15 juillet 1811.

(2) Cass. 10 février 1847. D. 47, 1, 49 ; 17 mai 1870. S. 70, 1, 385.

Si l'indigence est établie ou si le remboursement est effectué, le tuteur pourra lorsque la remise lui paraîtra présenter des dangers en raison de l'inconduite des parents, repousser la réclamation qui lui est faite, car les enfants assistés sont sous la garde de leur tuteur. De plus, si cette mesure devenait nécessaire et si le mariage était dissous, il suffirait de faire exclure le survivant de la tutelle conformément à l'article 444 du Code civil ; or, il a été jugé que l'exclusion de la tutelle entraîne *de plano* le retrait du droit de garde (1).

Dans le courant de l'année 1896, 909 pupilles sont sortis de l'administration par majorité et 163 ont été remis à leurs parents (2).

(1) Paris, 2 décembre 1882.

(2) Rapport d'inspection.

CHAPITRE VII

FONCTIONNEMENT DU SERVICE ET RÉSULTATS OBTENUS

Maintenant que nous avons examiné les règles théoriques nous allons essayer de donner brièvement les indications nécessaires pour montrer comment fonctionne pratiquement le service des enfants assistés. Nous puiserons les éléments et les indications qui nous seront nécessaires pour cela tant dans les rapports d'inspection du service, dans le rapport annuel du directeur de l'assistance publique au préfet de la Seine que dans le rapport adressé en 1898 par le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'intérieur, au ministre compétent et dans les renseignements qui nous ont été donnés verbalement à l'administration de l'assistance publique où nous avons rencontré de grandes complaisances.

Tout d'abord, le nombre des enfants admis et immatriculés dans le service des enfants assistés de la Seine pendant l'année 1896 est de 4578, savoir :

Admis directement à l'hospice :

	Garçons	Filles	Totaux
Trouvés.....	152	155	307
Abandonnés.....	1848	1645	3493
Orphelins pauvres.	212	123	335
Total.....	2212	1923	4135

Immatriculés sans avoir été présentés à l'hospice :

	Garçons	Filles	Totaux
Trouvés.....	3	5	8
Abandonnés.....	200	185	385
Orphelins.....	28	22	50
Total.....	231	212	443

Total général : $4135 + 443 = 4578$.

Sur 4578 enfants, 553 ont été abandonnés après avoir été secourus. Pour ces 553 enfants, il a été payé à titre de secours une somme de 36,867 fr. ce qui fait une moyenne de 60 fr. par enfant.

A peine immatriculé, l'enfant nouveau-né est dirigé sur une agence de province quand toutefois son état de santé le permet, après avoir été confié à une nourrice de campagne chargée de l'allaiter ; il a été soumis à l'examen du médecin de l'hospice dépositaire ; son départ est ajourné lorsqu'il est reconnu

atteint d'une maladie ou d'une affection quelconque qui nécessitent des soins spéciaux ou même lorsqu'il est trop faible pour pouvoir supporter impunément les fatigues d'un long voyage, les brusques changements de température et d'alimentation ; dans ce cas, il est soigné soit à l'hospice dépositaire même qui comprend des infirmeries et des pavillons d'isolement, soit à la station suburbaine de Châtillon, récemment créée pour les suspects de syphilis et les athreptiques.

Ces sages précautions tendent à réduire le chiffre de la mortalité qui sévit sur les nourrissons arrivés dans les agences en mauvais état de santé. C'est ainsi que sur 2378 enfants de moins d'un an envoyés en 1892 en province, 98 atteints d'affections diverses plus ou moins graves sont décédés dans le mois de leur arrivée, soit 4 1/2 0/0. Cette proportion déjà peu élevée devra encore certainement diminuer maintenant que fonctionne le système d'observation que nous venons d'indiquer.

Maintenant que le voici arrivé dans son agence de destination, voyons quelle situation va être faite à l'enfant assisté :

Ici, il convient de distinguer deux périodes bien distinctes : celle de la nourriture qui s'étend d'habitude jusqu'au douzième mois et de l'élevage qui se prolonge jusqu'à la treizième année, puis celle de l'apprentissage qui dure jusqu'au moment de la cessation

de la tutelle administrative, c'est-à-dire jusqu'à vingt et un an.

Condition des enfants de moins de 13 ans. —

Le prix de la pension payée par les pupilles de l'assistance est ainsi fixé :

1 ^{re} année.....	25 fr. par mois.
2 ^e année.....	20 fr. —
3 ^e année.....	15 fr. —
de la 4 ^e à la 13 ^e	13 fr. —

Les enfants de moins de treize ans atteints d'infirmités ou de maladies chroniques qui nécessitent des soins spéciaux peuvent être l'objet d'un supplément de pension dont le taux varie de deux à dix et même quinze francs par mois ; c'est ce qu'on appelle une pension supplémentaire, elle s'ajoute à la pension normale et permet de maintenir l'enfant chez ses nourriciers. Jusqu'à treize ans également, les enfants sont habillés par l'administration.

Période de la nourriture. — L'allaitement au sein est la règle du service. Il dure un an, au moins, souvent davantage, parfois même, seize, dix-huit, vingt mois. Rares sont les cas de sevrage prématuré non autorisé par le médecin : on n'en compte que 27 en 1896, pour 1,808 enfants à lait, soit 1.49 0/0 et 24 de ces enfants ont été déplacés et confiés à une autre nourrice au sein.

Les nourrissons reçoivent généralement des soins satisfaisants : 1,292 nourrices ont bénéficié en

1896 de tout ou partie de l'indemnité de 18 fr. dite prime d'allaitement, payable par tiers de trois mois en trois mois pendant les neuf premiers mois de la vie de l'enfant (1). D'ailleurs les déplacements pour défaut ou insuffisance de soins sont rares : l'inspection n'en a signalé qu'une trentaine en 1894 et une vingtaine en 1896.

Quant à la mortalité des enfants de moins d'un an, elle a oscillé pendant la période quinquennale de 1888 à 1892 entre 19,38 0/0 et 18,56 0/0, chiffres relativement peu élevés si l'on considère la misère physiologique qui caractérise ces enfants au moment de leur abandon.

Période de l'élevage. — Lorsqu'il a cessé d'être allaité, l'enfant n'est laissé chez sa nourrice qu'autant que celle-ci possède des ressources matérielles suffisantes pour continuer de l'élever jusqu'à sa treizième année.

Toutes les nourrices sont loin évidemment de remplir cette condition. Sans doute, la cause déterminante du choix qu'on fait d'une nourrice doit être d'abord son état de santé ainsi que l'abondance et la qualité de son lait, ensuite la constatation de la possibilité de conserver l'enfant pendant la période de l'élevage ; mais il ne faut pas dissimuler qu'il est souvent difficile pour ne pas dire impossible de limiter

(1) Arrêté du 3 ventôse an V, art 8. § 1^{er}.

le recrutement aux nourrices aisées, car ce ne sont pas d'ordinaire celles-ci qui demandent d'habitude un pupille de l'assistance, pas plus du reste que les nourrices de première qualité qui, ambitionnant un salaire élevé, n'entendent se placer qu'en qualité de nourrices sur lieu ; aussi est-il d'usage d'accepter toujours une bonne nourrice, si pauvre soit-elle, à la condition toutefois de lui retirer l'enfant à la fin de la période d'allaitement.

Cependant, on peut admettre qu'un cinquième environ des enfants est laissé dans la même maison après le sevrage. En 1896 on compte 304 nourriciers ayant bénéficié de l'indemnité de 50 fr. pour avoir pris des enfants âgés de moins d'un an, les avoir conservés jusqu'à leur douzième année (treizième aujourd'hui) et les avoir préservés jusqu'à cet âge d'accidents provenant de défaut de soins (1), ce qui donne une moyenne de 20,64 0/0.

Le nouveau placement, lorsqu'il a lieu, est définitif. L'enfant est alors mis à même de se créer une famille, ce qui est le principal objectif du service.

Ces placements sont faits de préférence chez des cultivateurs conformément à l'esprit et aux traditions du service. Lors de la dernière inspection (1897) ces derniers représentaient 98, 37 0/0 de la totalité des placements d'enfants de un jour à treize ans ; les au-

(1) Arrêté du 30 ventôse an V, art. 8, § 2.

tres, au nombre de 380, soit 1. 63 0/0 étaient effectués chez des ouvriers industriels ou chez des mineurs et encore si l'on déduit les placements chez les mineurs qui habitent en pleine campagne et cultivent les champs pendant l'été, la proportion des placements effectués en dehors de l'agriculture se trouve ramenée à 0,98 0/0.

Les cas de sévices exercés par les nourriciers sur les enfants sont très peu fréquents : il en a été relevé 1 cas en 1888, 3 en 1892.

A peu d'exception près, la scolarité des enfants assistés est régulière. 16.269 étaient en âge de fréquenter l'école en 1896. Sur ce chiffre, 50 seulement ne l'ont point suivie régulièrement. 1005 enfants y ont été envoyés avant l'âge de 6 ans et 360 ont continué à la fréquenter après avoir atteint leur treizième année. 757 élèves se sont présentés à l'examen du certificat d'études primaires et 493 ont obtenu ce certificat, soit une proportion de 65, 12 0/0. Parmi ces 4199 enfants, 892 avaient moins de 13 ans.

Condition des pupilles de plus de 13 ans .—

Nous avons vu que l'administration paie une pension pour les enfants assistés et leur délivre des vêtements annuels jusqu'à leur treizième année ; passé cet âge, ils ne reçoivent plus rien et doivent se suffire.

Toutefois les élèves de treize à vingt-et-un ans atteints d'infirmités ou de maladies chroniques peuvent être l'objet d'une proposition de pension, dite

extraordinaire, comme le sont d'une proposition de pension supplémentaire les enfants de un jour à treize ans qui se trouvent dans le même cas. Le taux de la pension extraordinaire varie de cinq à trente francs.

Lorsqu'il arrive à sa treizième année, l'enfant assisté entre, nous l'avons vu, en apprentissage généralement chez un nouveau patron. Les locations des élèves se font dans la plupart des agences au moyen de louées ou foires de domestiques. Cette manière de procéder permet de régler rapidement le prix de location en même temps que le montant des réserves destinées à la caisse d'épargne, de fixer la composition de l'entretien et d'encaisser les sommes qui reviennent à l'élève. Les engagements des locations ont lieu par acte passé entre le directeur d'agence agissant au nom de l'administration et les personnes qui se chargent de l'élève. Généralement la partie réservée à l'entretien représente la moitié ou les deux tiers, quelquefois même les trois quarts du gage. Quant à la partie versée à la caisse d'épargne elle est généralement du quart. Le total des versements effectués à la caisse d'épargne s'élève en 1896 à 330.027 fr. 73. Au 31 décembre 1896, il existait 12.130 livrets représentant un capital de 1.496.751 fr. 12, soit une moyenne de 136 fr. 37 par livret.

Quand il s'agit de pupilles infirmes ou de constitution délicate et par suite impropres aux travaux des champs, il leur est alloué des dots d'apprentissage.

Le montant de ces dots prélevé sur fondations spéciales est de cinquante, cent, deux cents, trois cents et même cinq cents francs. 40 élèves en ont bénéficié en 1896 et la dépense de cette nature atteint le chiffre de 4,048 fr. 50.

Dans la même année, 166 élèves ont été admis dans les écoles professionnelles dont dispose l'administration : l'école d'Alençon pour les typographes et les cordonniers, l'école d'horticulture de Villepreux (Seine-et-Oise), l'école Roudil à Ben Chicao (Algérie), l'orphelinat de Saint-Hilaire-lès-Mortagne (Orne) (Orphelinat Pigeon) et l'école professionnelle et ménagère d'Yzeure (Allier).

A l'école de typographie d'Alençon, les élèves commencent à recevoir un salaire au bout de six mois d'apprentissage.

A l'école d'horticulture de Villepreux (Seine-et-Oise), les élèves, en dehors d'un prêt hebdomadaire, bénéficient d'un versement annuel à la caisse d'épargne ; à l'orphelinat Pigeon et à l'école d'Yzeure, destinés aux jeunes filles, on apprend la couture, la confection, et en plus, dans ce dernier établissement, tout ce qui a trait à la direction d'un ménage.

La conduite et la moralité des enfants assistés est généralement satisfaisante. En 1896, les rapports d'inspection ne constatent que 93 évasions, soit 0,91 %, et 34 élèves ont été envoyés en préservation.

Le nombre des pupilles de l'assistance devenues

mères avant leur majorité est également peu élevé : 70 en 1896, soit 2 %. Ces filles reçoivent un secours mensuel de 20 fr. pendant un an.

Quant au régime disciplinaire et correctionnel, 17 élèves ont été poursuivis judiciairement dans le courant de l'année 1896. Parmi ces 17 pupilles, 4 ont été acquittés ; parmi les condamnés, 6 l'ont été avec l'application de la loi Béranger.

Lorsque les directeurs d'agences sont avisés par les parquets des poursuites exercées contre des pupilles de l'assistance, ils font toutes les démarches nécessaires pour arrêter les poursuites et éviter au pupille le casier judiciaire, sous engagement toutefois de l'envoyer en préservation ou de le faire détenir par voie de correction. Si leurs démarches sont vaines, ils assurent la défense devant les tribunaux en leur constituant un avocat.

Les élèves sont internés dans divers établissements : les garçons à la Petite Roquette à Paris ou à la colonie industrielle et pénitentiaire de Bologne (Haute-Marne) ; les filles au quartier de réforme de la Salpêtrière à Paris ou à la maison de Nanterre (Seine).

CHAPITRE VIII

SUCCESSION DES ENFANTS ASSISTÉS

Si un enfant décède avant sa sortie du service des enfants assistés, son émancipation ou sa majorité et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens deviennent la propriété de l'Administration. Cette dernière peut être envoyée en possession à la diligence de son directeur et sur les conclusions du ministère public. S'il se présente ensuite des héritiers, ils ne peuvent répéter les fruits que du jour de la demande (1). Les héritiers qui se présentent pour recueillir la succession d'un enfant décédé dans ces conditions sont tenus d'indemniser l'administration des aliments fournis et des dépenses pendant le temps qu'il est resté à sa charge, sauf à faire entrer en compensation jusqu'à due concurrence les revenus perçus, par elle. (Art. 9).

Quand l'Administration du service des enfants assistés recueille ainsi la succession d'un enfant trouvé, est-elle tenue d'acquitter les droits de muta-

(1) Loi 15 pluviôse an XIII. Art. 8.

tion par décès ? Le Ministre a résolu cette question par la négative (2).

Il résulte en effet de l'exposé des motifs de la loi du 15 pluviôse an XIII et du texte même des articles 8 et 9 de cette loi, que cette attribution n'a lieu qu'à défaut d'héritiers et à titre d'indemnité. L'Administration ne recueille donc pas comme héritière les biens délaissés par les orphelins et les enfants trouvés (2).

(1) Décis. 23 juin 1858.

(2) Molineau Manuel des déclarations de succession n° 799. Garnier. Rep. per. enreg. n° 1080. Journal des notaires, art. 16424. Inst. gén. enreg. 2 oct. 1858. n° 213254.

TROISIÈME PARTIE

Ressources du Service

CHAPITRE PREMIER

DÉPENSES DU SERVICE DES ENFANTS ASSISTÉS

Les dépenses du service des enfants assistés étaient régies d'abord par le décret du 19 janvier 1811, art. 11 et 12. Dans ce système, les hospices dépositaires étaient chargés de la fourniture des layettes et de toutes les dépenses intérieures ; l'Etat accordait une somme de quatre millions pour les dépenses extérieures ; si cette somme n'était pas suffisante, il y était pourvu par les hospices au moyen de leurs revenus ou d'allocations sur les fonds des communes. Les articles 52, 53 et 54 de la loi de finances du 25 mars 1817 ont classé les dépenses extérieures au rang de celles auxquelles il doit être pourvu sur le produit des centimes additionnels, affectés aux dé-

penses variables des départements, sans préjudice du concours des communes. La loi du 18 juillet 1837 a mis au rang des dépenses obligatoires le contingent assigné à la commune dans les dépenses des enfants assistés. (1). La loi du 5 mai 1869 est venue modifier les principes posés par le décret de 1811 et a notablement diminué les charges qui pesaient si lourdement sur les hospices.

La loi du 5 mai 1869 a divisé en trois catégories les dépenses du service des enfants assistés : 1° dépenses intérieures ; 2° dépenses extérieures ; 3° dépenses d'inspection. (Art. 1^{er}). Les dépenses intérieures comprennent : 1° les frais occasionnés par le séjour à l'hospice ; 2° les dépenses de nourrices sédentaires ; 3° les layettes. (Art. 2). Les dépenses extérieures comprennent : 1° le prix de pension et les allocations réglementaires ou exceptionnelles concernant les enfants placés à la campagne ou dans des établissements spéciaux ; les primes aux nourriciers ; les frais d'école s'il y a lieu, et les fournitures scolaires ; 2° les frais de vêtue ; 3° les frais de déplacements, soit des nourrices, soit des enfants, et, au besoin, les frais relatifs à l'engagement des nourrices ; 4° les registres et imprimés de toute nature, les frais de livrets et les signes de reconnaissance établis par les règlements ; 5° les frais de maladie ou d'inhuma-

(1) Art. 30.

tion des enfants placés en nourrice ou en apprentissage. (Art. 3). Les dépenses d'inspection comprennent : 1° Les traitements et frais de tournée des inspecteurs et sous-inspecteurs ; 2° les frais occasionnés par la surveillance du service.

Le département de la Seine est chargé de faire face à l'ensemble des dépenses extérieures et intérieures restant à payer après qu'on a appliqué aux besoins du service : 1° le produit des fondations, dons et legs spéciaux faits au profit des enfants assistés ; 2° le produit des amendes correctionnelles. Le département ne complète pas cette différence avec ses seules ressources. Il reçoit : 1° le contingent des communes réglé chaque année par le Conseil général et qui ne peut dépasser le 1/5 des dépenses extérieures ; 2° une subvention de l'Etat égale au 1/5 des dépenses intérieures (art. 5).

Les frais d'inspection et de surveillance sont exclusivement à la charge de l'Etat (art. 6.)

La loi du 5 mai 1869 qui affecte spécialement au paiement des dépenses du service des enfants assistés les amendes de police correctionnelle indique dans quelle mesure a lieu cette affectation. Elle comprend : 1° le tiers du produit net des amendes prononcées en matière correctionnelle ; 2° la totalité des amendes pour exercice illégal de la médecine.

CHAPITRE II

BUDGET DU SERVICE DES ENFANTS ASSISTÉS

Le Budget du service des enfants assistés de la Seine s'élèverait pour 1897 à la somme totale de 9.496.005 fr. 81.

Dans cette somme, les diverses contributions sont fixées ainsi qu'il suit :

Contingent de la Ville de Paris.	1.809.875 fr. 50
Contingent départemental.....	6.186.027 fr. »
Contingent des communes....	28.821 fr. 50

La différence avec le Budget total comprend la subvention de l'Etat et les ressources propres du service.

Cette somme est ainsi répartie :

Dépenses intérieures.....	181.906 fr. 48
Dépenses extérieures.....	9.314.099 fr. 33
Total.....	9.496.005 fr. 81 (1)

(1) Budget du service des enfants assistés, 1897.

CONCLUSION

Le service des enfants assistés a dans certains milieux une réputation équivoque. On lui reproche de n'avoir pas de règles fixes et uniformes, d'être livré à l'arbitraire et de ne pas toujours surveiller scrupuleusement l'intérêt des enfants. Non-seulement il ne la mérite pas, mais il est digne d'autant de louange qu'il encourt généralement de blâme de la part de juges prévenus ou superficiellement informés. Cela tient à la défectuosité de la législation qui a pendant longtemps régi cette matière. Aujourd'hui le mal est en partie réparé. Cependant, il y a encore quelques lacunes à combler et quelques modifications à apporter. On les trouve pour la plupart dans le projet de loi déposé par le gouvernement en 1892. Ce sera un honneur pour les pouvoirs publics d'avoir codifié et réformé la législation relative aux enfants assistés,

d'avoir ainsi réalisé une œuvre difficile et vainement tentée à deux reprises.

Examinons les modifications apportées par ce projet ainsi que celles qui nous paraissent désirables.

Tout d'abord, il nous semble que le mode d'admission actuellement employé ne saurait être modifié sans inconvénient. Le système de l'admission à bureau ouvert tel qu'il est pratiqué assure aussi bien le secret aux mères que l'admission par le tour et rend les mêmes services puisque l'administration s'est imposé comme règle de ne pas refuser d'enfant ; en outre, il a l'avantage de permettre quelquefois de faire établir plus tard la filiation de l'enfant quand tel est son intérêt. Le projet de loi consacre ce système.

Nous avons parlé précédemment de la situation bizarre faite au Directeur de l'Assistance publique par la loi de 1880. Cet état de chose ne peut être raisonnablement maintenu et l'article 8 appelle une modification.

Mais l'intérêt des enfants exige que le Directeur conserve la tutelle et que sous l'autorité du Préfet de la Seine, l'administration hospitalière à la tête de laquelle il est placé continue à s'occuper du fonctionnement du service. Puisque grâce au zèle et à l'esprit éclairé de ceux qui dirigent ce service, il fonctionne d'une manière remarquable, il n'y a pas lieu de changer une organisation satisfaisante.

Cependant le projet du gouvernement adjoint au

Directeur un Conseil de famille composé d'une commission de neuf membres élus par le Conseil général. Cela nous paraît regrettable ; car le Directeur de l'assistance publique est assisté d'un service de contentieux et de fonctionnaires dont la capacité rend inutile cette institution qui ne pourra qu'apporter du retard dans le règlement des affaires concernant les enfants.

L'article 38 du projet consacre officiellement l'institution des directeurs d'agence. L'expérience a démontré son utilité. Le projet n'édicte pas l'obligation d'un cautionnement pour ces agents comme l'avait proposé le conseil supérieur de l'assistance publique. Pourquoi y seraient-ils astreints, puisque le recouvrement et la gestion des deniers pupillaires sont assurés par les comptables du Trésor.

L'article 46 institue dans chaque département le service des enfants assistés personne civile.

L'article 55 porte : les secours, pensions et indemnités sont incessibles et insaisissables.

En rendant ces pensions insaisissables on protège moins l'intérêt de la mère et de la nourrice que celui de l'enfant secouru et du pupille de l'assistance. La jurisprudence avait déjà obtenu ce résultat en reconnaissant à ces pensions le caractère alimentaire.

Ainsi complétée et modifiée la législation concernant les enfants assistés du département de la Seine

paraît répondre complètement aux besoins actuels, et, étant donné le zèle et la capacité des fonctionnaires mis à la tête du service, il n'est pas douteux qu'il ne continue à ne donner que des résultats satisfaisants.

Vu :

Le Président de la Thèse,
M. PLANIOL.

Vu par le Doyen :
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

Bequet. — Répertoire de droit administratif, v^o Assistance publique.

Bertrand. — Service des enfants assistés du premier âge.

Blache. — La protection de l'enfance dans le département de la Seine.

Bonde. — De la condition civile des enfants abandonnés et orphelins.

Bonjean. — Congrès international pour la protection de l'enfance.

Budget de l'assistance publique de Paris.

Chevallier. — De l'assistance dans les campagnes.

Demante. — Cours de Code civil.

Dronineau. — Notice sur la protection des enfants du premier âge.

Garnier. — Répertoire de l'enregistrement, n^{os} 1080 et 2132.

Gazette du Palais. — Répertoire, v^o Assistance publique.

Isnard. — La question des tours.

Journal le Droit, année 1889.

Journal des Notaires, n^o 16,424.

Lallemand. — La question des enfants abandonnés.

Molineau. — Manuel des déclarations de succession.

Monod. — Statistique des dépenses de l'assistance publique.

Pandectes françaises.

Peyron. — L'administration de l'assistance publique à Paris.

Projet de loi sur le service des enfants assistés.

Rapport du directeur de l'assistance publique au préfet de la Seine (1897).

Rapport d'inspection du service des enfants assistés (1897).

Rapport du directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministre de l'intérieur (1898).

Rousselle. — De la tutelle des enfants trouvés.

Thulié. — Les enfants assistés de la Seine.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉLIMINAIRES.

PREMIÈRE PARTIE. — Services intérieurs

CHAPITRE PREMIER. — Diverses catégories d'enfants assistés.

CHAPITRE II. — Admission, Tour, Bureau ouvert.

§ 1^{er}. — Admission des enfants trouvés.

§ 2. — Admission des enfants abandonnés.

§ 3. — Admission des orphelins pauvres.

CHAPITRE III. — Immatriculation.

CHAPITRE IV. — Rapports des parents avec leurs enfants.

DEUXIÈME PARTIE. — Services extérieurs.

CHAPITRE PREMIER. — Mise en nourrice. Visites médicales.

CHAPITRE II. — Agences. Mouvement. Mortalité.

CHAPITRE III. — Placement des pupilles. Instruction. Pécule.

CHAPITRE IV. — Inspecteurs départementaux.

CHAPITRE V. — Pouvoirs de l'administration sur les pupilles.

CHAPITRE VI. — Réclamation des enfants par leurs parents.

CHAPITRE VII. — Fonctionnement pratique du service et résultats obtenus.

CHAPITRE VIII. — Succession des enfants assistés.

TROISIÈME PARTIE. — Ressources du service.

CHAPITRE PREMIER. — Dépenses du service des enfants assistés.

CHAPITRE II. — Budget.

CONCLUSION.

BIBLIOGRAPHIE.

